

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LE PRIVILÈGE
DES
BOUILLEURS DE CRU

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

L. ABRIC



MONTPELLIER
IMPRIMERIE G. FIRMIN, MONTANE ET SICARDI
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1909

LE PRIVILÈGE
DES
BOUILLEURS DE CRU



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LE PRIVILÈGE DES BOUILLEURS DE CRU



THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

L. ABRIC



MONTPELLIER
IMPRIMERIE G. FIRMIN, MONTANE ET SICARDI
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1909

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémont, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chausse, professeur de Droit romain.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Margat, professeur de Droit civil.

Perreau, professeur de Procédure civile.

Moye, professeur de Droit international public.

Rist, professeur d'Economie politique.

Barthélemy, agrégé, chargé du cours de Droit constitutionnel

Giffard, agrégé, chargé du cours d'Histoire générale du Droit.

Morin, agrégé, chargé du cours de Droit Civil approfondi.

Bridrey, agrégé, chargé du cours de Droit romain.

Nogaro, agrégé, chargé du cours d'Économie politique.

Glaize, professeur honoraire.

Rochette, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Moye, *président*.

Rist,

Barthélemy,

} *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE PRIVILÈGE DES BOUILLEURS DE CRU

CHAPITRE PREMIER

INTÉRÊT DE LA QUESTION DES BOUILLEURS DE CRU

Section première. — AU POINT DE VUE DU BOUILLEUR

§ I

EST-CE UN DROIT OU UN PRIVILÈGE ?

La question du privilège des bouilleurs de cru a fait naître des discussions nombreuses et passionnées, de magnifiques discours ont été prononcés, des polémiques violentes se sont engagées entre partisans et adversaires du privilège, tant dans des meetings particuliers que dans la presse et au sein du Parlement. On peut ramener à quelques-uns les principaux arguments qui ont été développés pour ou contre la réglementation de ce privilège.

D'abord, on dit : c'est un droit, et un droit absolu, tel qu'il résulte de l'article 546 du Code civil : « La propriété d'une chose, soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement. » Et l'article 544, dans sa première partie, dit : « La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue.... » C'est bien là certainement le cas qui nous occupe. L'alcool de cru n'est-il pas un produit naturel résultant du droit que l'on a de jouir de son bien de la façon la plus absolue ? Quelle différence y a-t-il entre le fait de produire de l'alcool, c'est-à-dire de transformer les fruits de sa terre, et le fait, par exemple, de faire de la farine ou du vin ? Et cependant, nous voyons que ces opérations sont libres et soustraites à l'impôt.

Cet argument, qui paraît très fort, ne nous semble pas devoir résister à la discussion. On a essayé de lui donner plus de force en l'appuyant sur un texte du Code civil. Mais l'article 544, dans sa partie finale, réduit à peu de chose la valeur qu'on attribue, dans cette discussion, à la première partie. Ce droit de propriété existe bien aussi absolu que possible, « pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les règlements ». Ainsi donc, le Gouvernement qui a proposé et fait voter la réglementation de ce droit était bien dans la légalité, et toute la question est ramenée au point de savoir si cette réglementation est ou non oppor-

tune. Est-il politiquement ou socialement désirable que cette réglementation ait lieu ? On comprendra que, dans une pareille étude, nous ne faisons que poser la question sans la résoudre ?

Au surplus, d'autres arguments sont fournis par les adversaires du privilège en se basant sur ce droit de propriété lui-même.

Pourquoi ne pas étendre ce droit de propriété à tout le monde ? Pourquoi fait-on une différence entre le gros bouilleur et le petit, entre celui qui a un grand appareil muni de tous les perfectionnements de la science, et celui qui en a un rudimentaire, entre celui qui distille la betterave de sa récolte et celui qui distille du vin ou des prunes ? Pourquoi un régime différent entre celui qui distille sa récolte et celui qui distille des produits d'achat ? Ce dernier ne transforme-t-il pas sa chose au même titre que le premier ? Ne sont-ils pas tous propriétaires et n'ont-ils pas tous également droit à l'accessoire de leur propriété ? Pourquoi, s'il y a droit de propriété, ne pas l'étendre à tous les propriétaires sans distinction ?

Mais, au fait, de quoi se plaint le bouilleur de cru ? N'a-t-il pas le droit de transformer librement son produit ? Ce que l'on veut réglementer, ce n'est pas la fabrication, c'est la consommation.

Dans cette discussion, on oublie que le droit sur l'alcool est un droit de consommation, et qu'à ce titre tout l'alcool consommé doit être taxé. Tout le monde acquitte l'impôt de consommation : le producteur de sucre, de betteraves pour l'alcool

etc. Or, le bouilleur de cru ne l'acquitte pas, cette taxe. Il est donc privilégié. Et cependant, il est un principe de législation financière qui veut que toute taxe de consommation soit générale. Léon Say a dit : « S'il est un principe qui soit généralement admis et qui ait été appliqué dans la mesure la plus large dans tous les temps et dans tous les pays, c'est que les taxes de consommation doivent être universelles. On les a même employées dans les temps de privilège pour atteindre les citoyens qui étaient parvenus à se soustraire aux impôts directs. Les impôts de consommation frappent les produits indépendamment de leur origine et du mode de leur production, qu'ils soient consommés sur place ou par celui-là même qui les a créés chez lui, dans son domaine, ou qu'ils entrent n'importe dans quel lieu ou n'importe comment dans la consommation.

« Le nom même d'impôt de consommation montre qu'il ne s'agit ni d'un droit sur le commerce, ni d'un droit sur la vente, ni d'une taxe sur la circulation. C'est comme un prélèvement qui se fait au profit de l'Etat sur ce qui se consomme. Il y en a des preuves abondantes. L'impôt sur le revenu des consommateurs est assis en général sur le prix des fermages comme c'est le cas en Angleterre pour l'income-tax. Mais dans les pays où il a été calculé et où il a été prélevé sur le revenu déclaré de l'assujetti et contrôlé par le fisc, comme c'était le cas dans les Républiques Italiennes, on fait entrer dans le compte du revenu à imposer

la valeur des denrées produites et consommées à la maison, conformément au tarif officiel. En France, l'impôt foncier est perçu en raison d'un revenu cadastral. Lors de l'établissement du cadastre ou aux époques où on le revise, les terres sont classées et le revenu cadastral évalué sans qu'on distingue les propriétés dont les produits nourrissent leurs propriétaires ou les cultivateurs qui les exploitent de celles dont la récolte est portée au marché pour être vendue. Notre impôt mobilier est assis sur la valeur locative des maisons ; c'est un impôt sur la dépense du loyer tout à fait semblable par sa nature et par les conditions de son assiette aux impôts ordinaires de consommation. Le propriétaire qui habite son immeuble acquitte l'impôt mobilier. Les propriétaires de salines ne peuvent soustraire le sel qu'ils fabriquent sur leur propre territoire à la surveillance des agents de l'Etat et n'ont pas le droit de le consommer sans acquitter l'impôt. Le planteur de tabac ne peut détourner pour son usage la moindre portion de sa récolte. »

Ainsi, il semble établi que le bouilleur de cru jouit d'un privilège. Ses partisans n'ont pu que le reconnaître et ont cherché des arguments dans l'existence d'autres privilèges pour défendre celui-ci. Eh bien ! soit, ont-ils dit, c'est un privilège, mais cela suffit-il pour le condamner irrémédiablement ? Et l'existence, la consécration même par les lois d'autres privilèges ne militent-elles pas en faveur de son maintien ? Le Nord a les primes

à la culture du chanvre et du lin ; les pays de zone ont un privilège pour le prix du tabac, le Midi a les primes à la sériciculture, etc. Pourquoi les bouilleurs de cru, qui existent dans toutes les régions de la France, n'auraient-ils pas aussi leur privilège ? Si les primes dont nous venons de parler et que l'Etat accorde si justement et si libéralement se justifient par la nécessité de protéger des industries intéressantes et qui font vivre des populations laborieuses, dignes de toute la sollicitude des gouvernements, pense-t-on que l'industrie de l'alcool naturel ne mérite pas un traitement semblable ? La production de l'alcool naturel est une de celles qui rapportent le plus et le commerce des eaux-de-vie des Charentes est un des plus florissants. Doit-on arrêter ce commerce dans son essor par une réglementation excessive et générale ? Ne doit-on pas plutôt l'encourager par l'octroi d'une grande liberté ?

§ 2

EGALITÉ DEVANT L'IMPÔT

Les adversaires des bouilleurs de cru ne s'en sont pas tenus là et il est un autre ordre d'arguments qu'ils ont développés avec d'autant plus d'ardeur et de ténacité qu'ils se sentaient encouragés par le succès de leur propagande parmi les ouvriers des villes qui ne leur ont pas ménagé leurs encouragements : ce nouveau côté de la question réside tout entier dans le principe de l'égalité

devant l'impôt. Les grands principes de 89 et la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ont été mis en avant pour combattre ce privilège au nom de l'égalité de tous devant l'impôt. M. Rouvier, reprenant cet argument, disait, sous une forme plus concrète et qui le résume parfaitement : « Monsieur Castillard, si vous dépensez toute votre indignation pour ce malheureux propriétaire, il ne vous en restera plus pour plaindre son voisin qui, lui, n'est pas propriétaire et est obligé de payer 2 fr. 20 quand il consomme un litre d'eau-de-vie. » (1) M. Gustave Rivet disait, dans la même séance : « Nous avons vu, dans le Nord notamment, des meetings dans lesquels on a soulevé 3.000 ouvriers contre les bouilleurs de cru. On disait aux ouvriers : « Voilà des hommes qui boivent » sans payer l'alcool que vous payez si cher chez » le marchand de vin. Au nom de l'égalité, il faut » supprimer ce privilège. » Les fruits du travail manuel, ajoute-t-on, ne doivent pas être plus maltraités que les fruits de la terre. Il n'est pas juste que la situation du salarié soit envisagée par le législateur avec moins de faveur que celle du propriétaire terrien. Ce dernier ne peut se prévaloir du fait de sa possession pour revendiquer l'exemption de l'impôt puisqu'il jouit de la libre disposition de la terre et de ses fruits par pure concession de la loi.

(1) Séance de la Chambre des Députés, 10 février 1903,

Et cet argument a une grande force. Il a rallié à lui l'unanimité des non-propriétaires et l'ouvrier des villes a exulté devant le nivellement opéré par la loi de 1903.

Certes, l'égalité est un principe sacré — pas assez souvent respecté, hélas ! — et dont la plus grande réalisation doit être poursuivie inlassablement par tous. C'est pourquoi, au nom de l'égalité, il nous semble que cette situation privilégiée du bouilleur de cru doit être maintenue. Ce principe s'applique, en effet, à une catégorie très intéressante de travailleurs, les propriétaires qui font distiller les déchets de leurs récoltes : fruits gâtés, marcs, etc. Nous ne rééditerons pas ici le tableau si poignant qu'a tracé La Bruyère du travailleur des champs. Nous reconnaissons volontiers que sa situation s'est grandement améliorée depuis ; mais s'il n'est plus cette bête de travail, de lourdes charges pèsent encore sur lui. A part ses récoltes emportées par la grêle ou la gelée, son bien détruit par l'orage ou l'inondation, à part des crises terribles de mévente ou de surproduction, le fisc inexorable se dresse trop souvent devant lui, en la personne du porteur de contraintes, pour recouvrer l'impôt qui englobe le plus clair du revenu et au-delà même de ce revenu dans certains cas. L'impôt foncier, si mal établi, n'atteint-il pas, en effet, en moyenne 30 0/0 du revenu et ne le voit-on pas dans certaines régions dépasser 50 et même 60 0/0 de ce revenu ? Certes, s'il est une inégalité flagrante, la voilà bien ! On nous dira que dans

d'autres régions cet impôt est insignifiant. Mais cela n'est pas une raison pour trouver naturel qu'il soit si élevé dans les autres. Aussi, quand le petit propriétaire cherche une compensation en fabriquant et en consommant de l'alcool qui n'a pas acquitté le droit de consommation, qu'on ne le lui impute pas à crime, mais que l'on sache bien que cet alcool, il l'a payé et largement sous une autre forme !

Section II

AU POINT DE VUE FISCAL

En 1903, lors de la discussion de la loi réglementant le privilège, on fit beaucoup état de la fraude des bouilleurs. C'est eux, dit-on, qui alimentent clandestinement les débits de boissons ; les ouvriers travaillant chez eux sont très souvent payés en partie avec de l'alcool, et toute cette fraude est cause que le Trésor voit ses recettes fléchir et qu'il échappe au budget une part importante de ses revenus. D'où la nécessité d'une réglementation qui mettra fin à tous ces abus et rendra aux finances toute leur élasticité.

Quand, en 1900, on fit la réforme des boissons, on pensait qu'en portant les droits sur l'alcool à 220 francs, on récupérerait la perte subie par le Trésor du fait de la diminution des droits sur les boissons hygiéniques. Or, ces prévisions ne se réalisèrent pas et le budget fut en déficit de plus de 100 millions. Et les adversaires des bouilleurs de

dire : c'est la faute aux bouilleurs. Il faut réglementer le privilège, le Trésor en retirera une plus-value sensible. M. Rouvier, dans une séance de la Chambre des députés, disait qu'ayant besoin d'argent, il en demandait à qui lui en devait : l'alcool. Il estimait cette plus-value à 50 millions.

A propos de cette évaluation, ceux qui se sont occupés de la question n'ont pas eu les mêmes espoirs, les mêmes illusions, pourrait-on dire ! et le privilège a eu une valeur différente avec chacun. Avec M. Claude (des Vosges), le privilège valait plus de 200 millions ; avec Léon Say, il valait 80 millions ; d'autres l'ont évalué à 20, 30, 35, et enfin, M. Thiers estimait sa valeur à 6 millions.

Nous possédons des éléments suffisants pour apprécier la valeur de ces hypothèses et les statistiques de l'Administration des Contributions indirectes résolvent en partie la question. Nous disons en partie, car il faudra faire état de circonstances qui ont grandement influé sur la consommation de l'alcool pendant la période de réglementation et changé ses résultats dans une certaine mesure.

Déjà, pendant la première période de réglementation, de 1872 à 1875, les résultats furent nuls ainsi que cela résulte du tableau suivant :

Tableau ci-après.

Production des bouilleurs de crû de 1868 à 1875

PÉRIODE DE LIBERTÉ		PÉRIODE DE RÉGLEMENTATION	
Années	Production	Années	Production
1868. . .	261.000 hectol.	1872. . .	452.000 hectol.
1869. . .	260.000 —	1873. . .	175.000 —
1870. . .	335.000 —	1874. . .	184.000 —
1871. . .	422.000 —	1875. . .	377.000 —
MOYENNE	320.000 hectol.	MOYENNE	300.000 hectol.

Mais, hâtons-nous d'en arriver à la dernière période de réglementation, celle qui va de 1903 à 1906 et qui nous occupe plus particulièrement. Si nous considérons les résultats des rentrées d'impôts sur l'alcool et que nous les comparions aux années antérieures, nous constatons une sensible plus-value qui dépasse même 50 millions. Mais comme nous l'indiquions tout à l'heure, il y a eu des circonstances étrangères à la réglementation du privilège et qui ont influé sur la consommation de l'alcool : nous voulons parler de la production des vins et des cidres. Or, c'est un phénomène bien connu que l'on consomme moins d'alcool quand les vins et les cidres abondent, parce que le besoin de spiritueux se fait moins sentir en présence du bon marché des vins et des cidres. C'est pourquoi, dans le tableau ci-après, en regard du produit de l'alcool nous avons donné le produit des vins pour la période correspondante (1).

(1) Ces chiffres sont empruntés au « Bulletin de Statistique de Législation comparée », années 1902 à 1907.

Années	Produit des Alcools	Produit des Vins
1902.	289.962 571 fr.	68.927.306 fr.
1903.	314.584.885	63.133.230
1904.	347.526.168	60.570.699
1905.	317.725.950	65.545.253
1906.	316.895.428	70 761.529
1907.	304.370.645	71.150.974

Ainsi, en 1903, première année de la réglementation, le produit de l'impôt sur les alcools est en augmentation sur 1902, mais, par contre, pendant la même année, le produit sur les vins est inférieur. C'est que cette année-là est celle qui ouvre la crise viticole. La récolte des vins est déficitaire et le prix de vente est élevé, on consomme de l'alcool. En 1904, le même phénomène se poursuit en s'accroissant. Mais, en 1905, se produit une récolte en vins des plus abondantes : le prix de vente fléchit dans d'énormes proportions et tous les marchés sont inondés par les vins du Midi livrés à des prix dérisoires. La consommation du vin augmente partout au détriment de celle de l'alcool. Et cela continue pendant les années suivantes.

Nous croyons avoir suffisamment démontré l'inanité des accusations de fraude lancées avec tant de désinvolture contre une catégorie de citoyens des plus honorables et qui ne sont, en aucune façon, responsables des déficits budgétaires constatés sur l'alcool après le rehaussement des droits de 1900. Certes, nous ne nions pas ce fait, mais il nous semble que la raison doit en être cherchée autre part.

Le débitant, à cette époque, fut bien embarrassé par cette augmentation des droits sur l'alcool. Il ne pouvait pas songer à relever le prix du petit verre directement. Force lui fut cependant d'en arriver là, mais indirectement, par la diminution du volume de ce petit verre et la réduction du degré de l'alcool livré au consommateur. Alors qu'autrefois la teneur alcoolique des eaux-de-vie et des rhums était de 45° à 50°, aujourd'hui elle n'est plus que de 40° et, dans bien des cas même, elle ne dépasse pas 35°. Et c'est un phénomène qui se renouvelle régulièrement chaque fois qu'on élève les droits sur les spiritueux. N'a-t-on pas vu, en 1907, une des plus grandes maisons d'absinthes, suivie par tous les autres fabricants, abaisser de 72° à 60° la teneur alcoolique de ses produits de façon à éviter complètement la surtaxe de 50 francs qu'avait instituée la loi et anéantir les prévisions budgétaires.

Voilà une première raison de la perte subie par le Trésor. Une autre cause réside, pour nous, en l'appât offert, dans les grandes villes, aux fraudeurs, par l'élévation énorme des droits locaux sur les spiritueux établis pour remplacer les détaxes des boissons hygiéniques. Ces taxes atteignent, à Paris, le chiffre formidable de 415 francs par hectolitre d'alcool pur ! Quelle prime cela ne constitue-t-il pas à la distillation clandestine ! Si l'on ajoute le bon marché des vins et la facilité que l'on a de distiller avec des appareils qui échappent au

contrôle de la Régie, on est édifié sur l'origine des pertes énormes que le Trésor subit tous les ans.

Nous ne pouvons parler de cette question de la fraude dans les grandes villes sans citer cet appareil que M. Plissonnier installa à la buvette de la Chambre, lors de la discussion de la loi de 1903, et qui était destiné à prouver combien il est facile d'échapper au fisc dans une grande ville, surtout quand elle est, comme Paris, soumise à un régime spécial. Ce petit appareil, du prix de 130 francs, composé de pièces rudimentaires et n'affectant en aucune façon la forme d'un alambic, sauf pour le serpent, pouvait distiller un litre d'eau-de-vie en une heure avec un liquide de 10°.

C'est donc là qu'il faut chercher la cause du moindre rendement de l'impôt, et non dans des accusations de fraude tout à fait injustifiées dirigées contre les bouilleurs de cru. Et c'est dans une surveillance plus stricte des grandes villes que l'on pourra récupérer les pertes du Trésor.

Cette question du privilège élucidée et après avoir essayé de démontrer que son maintien est désirable parce que sa suppression lèse des intérêts considérables sans profit pour la nation, nous allons entrer dans la partie technique de la question.

CHAPITRE II

QUI EST BOUILLEUR DE CRU

§ 1^{er}

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE LA QUALITÉ DES BOUILLEURS DE CRU

La première définition du bouilleur de cru nous est donnée dans l'article 8 de la loi du 20 juillet 1837 : « les propriétaires ou fermiers qui distilleront exclusivement les vins, cidres ou poirés, marcs et lies provenant de leurs récoltes.... » (1) L'article 15 de la loi du 10 août 1839 complète cette énumération : « à partir de la promulgation de la présente loi, les propriétaires qui distillent exclusivement les *cerises* et *prunes* provenant de leurs récoltes seront ajoutés à la nomenclature des bouilleurs de cru de l'article 8 de la loi de 1837. » Sur la proposition de M. Couyba (séance du 19 février 1903), la Chambre des députés a ajouté les *prunelles* à la nomenclature précédente. Cette énu-

(1) Circulaire 209 du 16 août 1839.

mération est limitative et ne comporte aucune extension (1). Ainsi est assimilée au bouilleur de profession celui qui distille d'autres matières même provenant de sa récolte, telles que des grains, pommes de terre ou autres substances farineuses (lettre com., 7 février 1855), ou des betteraves, des criblures de blé ou du miel (lettre com., 5 juin 1888).

Cette distinction entre le bouilleur de profession ou le distillateur et le bouilleur de cru se précise, et nous la voyons renouvelée par la loi des 14-17 décembre 1875. Elle englobe, sous la dénomination de bouilleur de cru : les propriétaires ou fermiers qui distillent les vins, cidres, mares, prunes et cerises provenant de leur récolte. Remarquons, en passant, l'omission par la loi des poirés. Mais on ne saurait faire de difficultés pour les assimiler aux cidres, ainsi que cela résulte des travaux préparatoires et des déclarations du Ministre des Finances lui-même (séance de l'assemblée nationale du 14 décembre 1875).

Lors de la discussion de cette loi, M. Brame a présenté une disposition additionnelle ainsi conçue : « L'immunité de l'exercice résultant de l'article qui précède sera étendue aux cultivateurs qui transformeront en alcool les seuls produits de leur récolte en grains, betteraves, pommes de terre et fruits. » Mais cette disposition ne fut pas adoptée.

(1) Discussion de la loi de 1837. — Circulaire 248 du 7 octobre 1854. — 506 du 5 juin 1888. — Discussion de la loi de 1900.

§ 2

MATIÈRES PROVENANT DE LA RÉCOLTE DU
BOUILLEUR

Le privilège est réservé aux bouilleurs qui distillent exclusivement les produits de leur récolte. (Lois de 1837-1839, circulaire 538 du 24 août 1903.)

Ainsi, commet une contravention, à défaut d'accomplissement des obligations imposées aux bouilleurs de profession... le récoltant qui, en distillant des fruits de sa récolte, *y ajoute* des fruits d'achat (1)... celui qui distille des marcs de sa récolte additionnés de marcs d'achat (2), et l'alcool ainsi obtenu est saisissable en totalité.

Ici se place une disposition nouvelle introduite par la loi de 1903 : « Les prescriptions du décret du 15 avril 1881 (sur les bouilleurs de profession) concernent même les producteurs qui n'auraient fait subir le mélange qu'à une partie de leur récolte et qui déclareraient distiller exclusivement l'autre partie. » Cette disposition intéresse surtout les producteurs qui auront fait usage de sucre pour la vinification (3).

Alors que la loi favorisait ces opérations par

(1) Caen, 20 juin 1894. — 27 décembre 1894.

(2) Lyon, 19 mars 1890.

(3) Circ. 538 du 24 août 1903.

une réduction de taxe, il était conforme aux vues du législateur de laisser les bouilleurs de cru distiller les résidus de l'espèce sans perdre le bénéfice du privilège (1). D'ailleurs, le sucrage au plein tarif n'était soumis à aucune restriction, ni à aucun contrôle. Il eût été illogique de refuser le bénéfice pour des distillations de produits dont le sucrage aurait été limité légalement, alors qu'il était obligatoirement admis pour celles de ces matières qui auraient reçu une addition de sucre en quantité indéterminée. Depuis, le sucrage, loin d'être favorisé, a été soumis à des réglementations de plus en plus rigoureuses. Dès lors, il convenait de ne plus leur accorder de préférences, mais, au contraire, d'assurer à leur égard l'application stricte des dispositions générales qui régissent la distillation et qui s'opposent à ce que ces producteurs soient rangés dans la catégorie des bouilleurs de cru.

Mais, à la suite des explications échangées à la Chambre des députés, le Ministre des Finances, considérant qu'en raison des restrictions apportées au sucrage et de la surveillance dont les opérations des bouilleurs de cru sont aujourd'hui l'objet, l'intérêt fiscal engagé dans la question est de peu d'importance, a décidé qu'il y avait lieu de revenir à l'état de choses consacré par la lettre du 18 octobre 1885 (2). L'Administration, dans sa

(1) Lettre circulaire du 1^{er} octobre 1885.

(2) Lettre autographiée, n° 79, du 30 octobre 1903

circulaire du 30 août 1904, résumant ces déclarations en les précisant, dit que « les bouilleurs peuvent, sans perdre leur privilège, distiller les mares provenant des vins sucrés de leurs récoltes et n'ayant pas été eux-mêmes additionnés de marc ou de glucose ainsi que les matières épaisses (grosses lies) retirées lors du premier soutirage des fûts ou foudres dans lesquels ont fermenté des vins sucrés en première ou deuxième cuvée. Les bouilleurs de cru qui ont sucré une partie de leurs vins ou qui ont reçu du dehors des matières similaires de celles qu'ils ont récoltées, conservent le privilège pour la distillation des produits naturels de leurs récoltes. Mais ils ne bénéficient des dispositions du décret d'août 1903, qu'à la condition de déclarer leurs vins sucrés ou les matières étrangères à leurs récoltes, et de les représenter pendant la durée de la distillation à toute réquisition du service qui en tient un compte pour mémoire. »

§ 3

QUALITÉ DE PROPRIÉTAIRE OU DE FERMIER

Il faut, pour jouir du privilège, être propriétaire ou fermier (lois du 27 juillet 1837, 10 août 1839, 14 décembre 1875). Dans l'acception du mot propriétaire, on doit faire entrer l'usufruitier. Quand il y a bail à ferme, le fermier seul est bouilleur de cru. (Lettre autographiée 888 du 28 janvier 1902.)

En général, on peut poser comme principe qu'il

faut considérer comme bouilleur de cru tout producteur, à n'importe quel titre, distillant les produits de son exploitation ; le colon partiaire, exploitant pour son compte personnel et ayant la libre disposition de ses produits ; le colon partiaire et le propriétaire n'étant pas des associés formant une seule et même personne, le fait pour le propriétaire et les colons de réunir et de travailler tous leurs produits dans une seule et même cave ne modifie en rien les droits et les immunités que la loi accorde à chacun d'eux. (Justice de paix de Marengo, 5 août 1896, Cass. civ., 6 novembre 1900 — D. P. 1900-1-186). Notamment, quand la loi accorde une exemption de droits à chaque bouilleur de cru sur une quantité d'alcool, cette exemption profite non seulement au propriétaire, mais encore à chacun des colons partiaires, bien que le propriétaire et les colons aient réuni et distillé leurs produits dans une même et seule cave, alors du moins que le partage des produits de cette distillation est fait dans la proportion des droits de chacun et que le propriétaire ne s'attribue pas tout ou partie des alcools revenant en franchise à ses colons partiaires pour leur consommation (même jugement).

L'Administration des Contributions indirectes, appliquant cette solution, indique la marche à suivre dans le cas de colonat partiaire, dans sa circulaire du 30 août 1904 :

En ce cas de colonat partiaire, la solution dépend des conventions passées.

Si le propriétaire dirige l'exploitation, les colons étant de simples ouvriers dont le salaire est réglé en nature et non en argent, le propriétaire est seul bouilleur.

Si le propriétaire laisse toute la direction au colon et n'intervient que pour toucher ses fermages, le colon est seul bouilleur.

Enfin, si tous deux interviennent dans l'exploitation, tous deux sont bouilleurs de cru, et l'allocation résultant de la loi de 1903 est partagée entre eux, au prorata de ce qui revient à chacun dans les produits du domaine.

La question s'est posée de savoir si le granger est bouilleur de cru. La solution a été donnée dans un jugement du Tribunal correctionnel d'Apt du 6 mai 1906 (D. P., 1906-2-251).

On doit considérer comme bouilleur de cru tout granger ou fermier, même à gages, vivant sur la propriété dont il est granger et des fruits de cette propriété, lorsqu'il en distille les produits. En conséquence, ce granger ne saurait être poursuivi, à raison de ce qu'il aurait indûment distillé en qualité de bouilleur de cru des marcs de raisin provenant de ladite propriété, alors surtout que sa déclaration de distillation avait été reçue par le service des Contributions indirectes, sans observations de la part de ce dernier.

Cependant, on peut émettre des doutes sur l'exactitude juridique des solutions de ce jugement. L'article 8 de la loi du 20 juillet 1837 ne reconnaît comme bouilleurs de cru que les pro-

priétaires ou fermiers. L'article 15 de la loi d'août 1839 et la loi du 14 décembre 1875 ne visaient, même expressément, que les propriétaires, et n'ont été appliqués aux fermiers que par suite de leur référence implicite à la loi de 1837. La qualité de bouilleur de cru a bien été admise par les articles 21 et 22 de la loi de 1903 en faveur des métayers, mais le législateur n'est pas allé plus loin.

La question s'est aussi posée à l'égard des bordiers, c'est-à-dire des petits cultivateurs, qui, vivant sur la propriété au travail de laquelle ils sont employés reçoivent, soit un tiers, soit un quart des récoltes, soit une quantité déterminée de barriques de vin. Un amendement de M. le député Ohashenet, tendant à assimiler les bordiers aux métayers, a été retiré par son auteur à la suite d'observations échangées entre celui-ci et le Ministre des Finances, lequel avait refusé de faire, en faveur des bordiers, une déclaration de principe susceptible d'être interprétée comme une dérogation à la législation et à la pratique antérieures.

Ainsi donc, la qualité de bouilleur de cru n'a jamais été reconnue, ni même sérieusement réclamée qu'au profit des personnes ayant le droit de percevoir pour elles-mêmes, soit la totalité, soit une quote-part déterminée des produits de la propriété par elles cultivée, et se trouvant par conséquent en mesure de distiller les produits de *leur récolte*. Telle n'est pas assurément la situation du granger qui, de même qu'un jardinier, tout en vivant sur la propriété de son maître, est un véri-

table *scriviteur à gages*, et qui, n'ayant pas la jouissance de ladite propriété, ne saurait être assimilé à un fermier ou à un métayer.

La solution favorable du jugement précité, peut-être inspirée par un motif d'équité et basée sur les circonstances particulières qui ont précédé les poursuites, semble donc devoir être regardée comme une solution d'espèces, plutôt que comme l'application exacte des règles du droit fiscal (1).

(1) D. P. 1906-2-251,

CHAPITRE III

CARACTÈRES ET ÉTENDUE DU PRIVILÈGE

Avant 1789, la distinction entre le bouilleur de cru et le bouilleur de profession n'existe pas, et les boissons payent un droit du 1/20^e sur la vente en gros et du 1/10^e sur la vente au détail. La loi du 2 mars 1791 supprime tous les droits d'aide sur les boissons. Cette loi fut votée en haine des institutions de l'ancien régime, et on avait compté pouvoir se passer désormais de faire appel à des impôts qui atteignent les denrées de première nécessité et frappent lourdement le peuple. Mais avec de nouveaux besoins d'argent, on est obligé d'avoir recours à de nouveaux impôts et de faire revivre les taxes que l'on croyait avoir abolies à tout jamais.

Sous l'empire de la loi du 5 ventôse an II, les bouilleurs de cru ne jouissent d'aucun privilège et sont traités comme les bouilleurs de profession. Ils supportent les droits d'inventaire et sont soumis aux obligations des distillateurs. La loi de frimaire an VII soumet à l'impôt toute personne transformant les matières premières en produits, à l'exception des fruits provenant de leurs récol-

tes. Il semble, au premier abord, que cette loi établit la distinction entre le bouilleur de cru et le bouilleur de profession. Cependant, à y regarder d'un peu près, on s'aperçoit qu'il n'en est encore rien. Il s'agit ici de l'impôt des patentes. Il est donc naturel d'en exempter ceux qui ne sont pas commerçants. Mais avec la loi du 24 avril 1806, le privilège commence à se faire jour. Elle crée des droits de vente en gros et en détail sur les eaux-de-vie, assujettit à l'exercice les bouilleurs et distillateurs de profession, mais les bouilleurs de cru en étaient affranchis.

La législation postérieure les a exemptés :

1° Du paiement de la licence (lois de 1816, art. 144 et 171 ; du 20 juillet 1837, art. 8 ; du 10 août 1839, art. 15) ;

2° Des obligations imposées par le chapitre VI, titre 1, de la loi du 28 avril 1816, c'est-à-dire de la déclaration préalable et de l'exercice (lois précitées de 1837 à 1839).

3° Du droit général de consommation, alors du moins que les eaux-de-vie ou esprits n'étaient pas déplacés.

L'article 2 de la loi du 2 août 1872 leur a rendu applicable la législation des bouilleurs de profession, sauf allocation en franchise de 40 litres d'alcool pur, réduit à 20 litres par la loi de 1874. Mais ce régime de l'exercice n'était pas vu d'un bon œil par les populations intéressées, et il se produisit à cette époque un grand mouvement d'opinion en faveur du retour au régime antérieur. Et l'Assemblée

Nationale, avant de se séparer, vota la loi du 14 décembre 1875 qui rétablit les bouilleurs de cru dans la situation antérieure, en les dispensant de toute déclaration et de tout exercice.

Ainsi donc, antérieurement à la loi de 1903, le privilège consistait dans la dispense de formalités (déclaration préalable, vérification du service, prise en charge), auxquelles sont soumis les producteurs d'alcool en général.

De la dispense de ces formalités découlait pour eux, implicitement, la faculté de consommer sur place, sans paiement de droits, les eaux-de-vie de leur fabrication (1).

(1) Circ. 520, du 4 avril 1903.

CHAPITRE IV

PRODUCTEURS QUI JOUISSENT OU NON DU PRIVILEGE

Des raisons d'ordre général en particulier ont poussé le législateur à priver du privilège certains producteurs qui y avaient droit, et à les classer parmi les bouilleurs de profession. Ce sont les bouilleurs visés par les paragraphes 1, 2 et 4 de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1900. Seront bouilleurs de profession les bouilleurs de cru dont le caractère industriel est marqué à raison, soit de l'exercice d'un commerce de boissons, soit de la puissance de production de leurs appareils, soit de faits de fraude relevés à leur égard (circulaire du 29 décembre 1900).

Ces distinctions n'ont plus d'effet qu'à l'égard : 1° des bouilleurs de cru qui, dans le rayon de récolte, exercent la profession de débitants ou de marchands en gros de boissons ; 2° de ceux qui ont enlevé ou laissé enlever de chez eux des spiritueux sans expéditions ou avec des expéditions inapplicables.

Mais il a été spécifié, au cours de la discus-

sion de la loi de 1903, que les nouvelles mesures prises ont pour objet d'étendre le contrôle à des producteurs qui n'avaient pas été atteints par la loi du 29 décembre 1900, et que par conséquent les dispositions de cette dernière loi, en tout ce qui comporte une restriction des immunités antérieures, restent applicables à ceux qui s'y trouvaient soumis avant 1903 (circulaire 520 du 4 avril 1903).

La nouvelle réglementation de 1903 s'ajoute donc aux prescriptions édictées par la loi de 1900 sans les remplacer. Tous les bouilleurs de cru qui, aux termes de cette loi, avaient perdu leur privilège continuent à en être privés. Par suite, les dispositions de la loi du 31 mars 1903 atteignent, mais sur un seul point, les bouilleurs de cru qui font usage, soit d'appareils à marche continue pouvant distiller par vingt-quatre heures plus de 200 litres de liquide fermenté, soit d'appareils chauffés à la vapeur, soit d'alambics ordinaires (autres que les alambics ambulants), dont la contenance est supérieure à cinq hectolitres.

Les producteurs de cette catégorie ne peuvent être admis au bénéfice de l'article 21 de la loi de 1903 (1). Tous les autres producteurs, quelle que soit leur capacité de production, sont admis au bénéfice des immunités de la réglementation de 1903.

(1) Circ. 520, du 4 avril 1903.

§ 1^{er}

PROFESSION DE DÉBITANT OU MARCHAND EN GROS
DE SPIRITUEUX

L'article 10, § 1, de la loi du 29 décembre 1900 soumet cette catégorie de producteurs au régime des bouilleurs de profession, s'ils exercent, par eux-mêmes ou par intermédiaire d'associés, quelle que soit leur capacité de production, dans le rayon de franchise déterminé par l'article 20 du décret du 17 mars 1852.

On pourrait soutenir que la vente au détail par un propriétaire de vins ou cidres de sa récolte lui fait perdre la qualité de bouilleur de cru en vertu de l'article 10. En effet, l'article 8, § 1, l'assujettit à toutes les obligations des débitants de profession, et, par suite, à l'obligation de se placer, en cas de distillation, sous le régime des bouilleurs de profession. Mais l'Administration a estimé que les craintes qui ont dicté les dispositions de l'article 10 à l'égard des débitants ordinaires, ne sont pas au degré même justifiées envers le débitant qui ne vend pas d'autres boissons que celles de sa récolte, si ce débitant se borne à vendre à emporter des vins, cidres, à l'exclusion des spiritueux qu'il a fabriqués. Dès lors, il n'y a pas d'inconvénient sérieux à le laisser bénéficier des avantages du privilège. (Lettre ministérielle du 30 janvier 1901.)

Les bouilleurs de cru visés par l'article 10, § 1, de la loi de 1900 ne bénéficient ni des allocations en franchise prévues par l'article 19 de la loi du 31 mars 1903 (circulaire 530, 4 avril 1903), ni du régime édicté par l'arrêté du 19 août 1903 (circulaire 538 du 24 août 1903), ni du régime de faveur édicté par l'article 21 (circulaire 530).

§ 2

ENLÈVEMENT DES SPIRITUEUX SANS EXPÉDITION OU AVEC UNE EXPÉDITION INAPPLICABLE

Aux termes de l'article 10, § 4, de la loi de 1900, perdent le privilège et deviennent soumis au régime des bouilleurs de profession pour toute la durée de la campagne en cours et de la suivante, indépendamment des peines principales dont ils sont passibles (circulaire 423 du 29 décembre 1900 ; circulaire 520 du 4 avril 1903). L'article 19 de la loi du 29 mars 1897 n'autorise pas les Tribunaux à supprimer la peine de la suspension du privilège édictée par l'article 10 (Cr. c., 19 mars 1903 ; *Journal des Contributions indirectes*, 1903, page 220).

Cette catégorie de bouilleurs ne peut bénéficier ni des allocations en franchise de l'article 19 de la loi de 1903, ni de la réglementation du 19 août 1903, ni du régime de faveur de l'article 21 (circulaires déjà citées : 520 et 538).

Les quantités de spiritueux en leur possession doivent être immédiatement prise en charge ou payer l'impôt sous déduction de celles pour lesquelles les justifications de paiement antérieur des droits seraient produites (circulaires 520).

§ 3

USAGE D'APPAREILS SUSCEPTIBLES DE PRODUIRE DE GRANDES QUANTITÉS D'ALCOOL

Cette catégorie de producteurs est visée par le § 2 de l'article 10 de la loi de 1900. Ce sont : ceux qui font usage d'appareils à marche continue pouvant distiller dans les vingt-quatre heures plus de deux cents litres de liquide fermenté ; qui emploient des appareils chauffés à la vapeur, ou des appareils ordinaires d'une contenance supérieure à 5 hectolitres (circulaires 423 du 29 décembre 1900, 460 du 28 août 1901, 520 du 4 avril 1903).

Les appareils à marche continue sont ceux qui sont alimentés de manière constante du liquide ou des matières à distiller, ou qui ont un écoulement ininterrompu du produit (circ. du 29 décembre 1900 et du 8 août 1901).

L'appareil chauffé à la vapeur est celui dont le chauffage est effectué par la vapeur d'eau provenant d'un organe distinct servant de générateur, sans qu'il y ait à distinguer entre ceux où le chauffage est produit par l'introduction directe de la

vapeur dans le récipient et ceux où le chauffage est obtenu au moyen d'un serpentín ou d'un double fond (circulaire du 28 août 1901).

Par alambics ordinaires, on entend tous les alambics à charges intermittentes, à simple ou à multiples chaudières étagées ou superposées chauffées à nu ou à bain-marie ; en un mot, tous les alambics à alimentation et production discontinues non chauffés à la vapeur.

Pour les alambics à repasser, intermittents, à feu nu, qui ne produisent pas du premier jet des eaux-de-vie au degré marchand, la question s'est posée de savoir s'ils entrent dans la catégorie des appareils ordinaires visés à l'article 10, § 2, de la loi de 1900, et si dans l'affirmative leur contenance, en raison de l'obligation de repasser les produits, ne doit pas être comptée seulement pour la moitié de leur capacité effective (circulaire 460 du 28 août 1901).

Il a été décidé, d'une part, que l'article 10, § 2, de la loi ci-dessus du 29 décembre 1900 oppose les alambics ordinaires aux appareils à marche continue et aux appareils chauffés à la vapeur ; que par suite, tout appareil ne remplissant pas l'une ou l'autre de ces fonctions constitue un appareil ordinaire au sens de la loi, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant qu'il est disposé ou non de façon à produire en premier jet des eaux-de-vie au degré marchand (avis du Conseil d'Etat, 2 juillet 1901 ; *Journal des Contributions indirectes*, 1901, page 295).

D'autre part, que la force productive n'est prise en considération pour déterminer la situation faite aux bouilleurs qu'en ce qui concerne les appareils à marche continue ; que pour les alambics ordinaires, la loi s'attache exclusivement à la contenance totale, sans autoriser aucune déduction sur cette capacité, en raison des conditions de rendement (même avis).

Pour le calcul de la capacité, on ne doit prendre en considération que la cucurbite, à moins qu'on n'ait donné au chapiteau des dimensions exagérées dans le but d'accroître la capacité utilisable de l'appareil (circulaire 460 du 28 août 1901).

Pour les récoltants qui possèdent, soit plusieurs appareils à marche continue, soit plusieurs alambics ordinaires, c'est la force productive ou la contenance totale de l'ensemble des appareils qu'il faut évaluer.

Mais la simple détention d'appareils de distillation, quelle qu'en soit la nature ou leur capacité, ne suffit pas à faire perdre le bénéfice des immunités. Pour éviter toute suspicion de fraude, les récoltants possédant plusieurs alambics ordinaires de moins de cinq hectolitres chacun, mais ayant une capacité totale supérieure, peuvent être admis à faire mettre hors d'usage au moyen du scellement les appareils dont ils ne veulent pas disposer (circulaire du 28 août 1901).

La disposition du § 3 de l'article 10, aux termes de laquelle, par dérogation au paragraphe précédent, les alambics ambulants peuvent avoir une

contenance de plus de cinq hectolitres, concerne exclusivement les appareils ordinaires à l'exclusion des deux autres catégories, lesquelles restent soumise, même quand il s'agit des appareils ambulants, à la règle générale édictée par le § 2, article 10 (Chambéry, 5 octobre 1901. D. P. 1901-2-485).

Est, en conséquence, passible des peines portées par l'article 14, § 2, de la loi de 1900, le bouilleur qui a fait usage d'un alambic à vapeur ambulant sans déclaration de fabrication.

De même, cette disposition du § 3 de l'article 10 ne doit pas être étendue au-delà de ses termes, et n'autorise pas le bouilleur de cru à faire usage de toute espèce de système d'alambics, à la condition qu'ils soient ambulants (Cr., 22 février 1902. D. P. 1902-1-439).

Dès lors, doit être cassé l'arrêt qui relaxe un propriétaire récoltant des poursuites dirigées contre lui pour avoir fait usage d'un alambic ambulant à marche continue, pouvant distiller dans les vingt-quatre heures plus de vingt litres de liquide fermenté, sous prétexte que les propriétaires qui font usage d'alambics ambulants conservent leur privilège de bouilleurs de cru, quel que soit le système employé, pourvu que l'alambic soit ambulant (même arrêt).

Le régime de l'article 21 de la loi de 1903 n'est pas applicable aux bouilleurs de l'article 10, § 2. L'allocation de 20 litres cesse d'être annuelle et n'est plus accordée que pour l'année même de la

fabrication, par application de l'article 19 de la loi de 1903 (circulaire 520 du 4 avril 1903). Mais dans tous les cas, le décret du 19 août 1903 leur est applicable (circulaire 538 du 24 août 1903).

CHAPITRE V

LOI DE 1903

GÉNÉRALITÉS

Le projet primitif a été grandement modifié. Les propositions du gouvernement peuvent se résumer sous trois chefs différents :

- 1° Contrôle des alambics ;
- 2° Réglementation des bouilleurs de cru ;
- 3° Régime des acquits de couleur.

En ce qui concerne les alambics : pour les fabricants et marchands d'appareils, obligation de déclarer leurs fabrications ou leurs réceptions. Pour les détenteurs, obligation de déclarer les appareils en leur possession et de les faire mettre sous scellés en dehors des périodes où il en est fait usage et de les représenter à toutes réquisitions du service.

A l'égard des bouilleurs de cru, le projet posait l'obligation préalable de la déclaration pour toute opération de distillation. Il édictait ensuite un ensemble de mesures dont le but consistait, d'une part, à opérer une concentration de la production des petits récoltants, de manière à les dispenser

des visites de la Régie dans leur domicile, et d'autre part, à restreindre l'action de la Régie aux seuls producteurs importants.

A cet effet, les bouilleurs de cru étaient divisés en deux catégories : 1° ceux qui voulaient distiller à domicile. Ils étaient tenus de prendre en charge une quantité minimum de cent litres d'alcool ; 2° ceux qui consentaient à distiller leurs produits dans un local public agréé par l'Administration. Pour ceux-ci, ils étaient simplement tenus de remplir les formalités de la circulation des boissons ; toutes celles de la distillation devaient être remplies par l'exploitant du local ou loueur d'alambic. Les bouilleurs pouvaient, à leur choix, soit acquitter les droits à la fabrication, soit demander l'ouverture d'un compte. Dans le premier cas, il leur était accordé un déchet de 10 p. 100 avec un minimum de 20 litres d'alcool pur ; dans le deuxième cas, ils devaient subir un inventaire annuel des alcools en leur possession, et payer les droits sur les manquants sous la déduction ordinaire, toujours avec le minimum de vingt litres.

Enfin, le troisième ordre de réforme concernait les acquits de couleur. Cette réforme était destinée à protéger les producteurs d'eaux-de-vie naturelles contre la concurrence des alcools d'industrie transformés par des moyens quelconques et dénommés cognacs, armagnacs, etc. La disposition proposée consiste dans la création de deux sortes de titres de mouvement pour les alcools : les uns appliqués aux eaux-de-vie naturelles produites par

la distillation, sous le contrôle de la Régie, des vins, cidres, etc. : ils sont blancs ; les autres, rouges, s'appliquant à tous les spiritueux.

Ce projet a été fortement modifié à la suite de l'adoption de nombreux amendements. Il est devenu la loi de 1903 que nous allons étudier maintenant dans ses détails.

Elle s'occupe des bouilleurs de cru et les divise en plusieurs catégories : 1° ceux qui distillent chez eux ; 2° ceux qui ont recours au loueur ambulant ; 3° ceux qui distillent dans un atelier public de distillation ; 4° les producteurs réunis en associations syndicales ou coopératives de distillation ; 5° et enfin ceux dont les moyens de production ne leur permettent pas de distiller plus de 50 litres d'alcool pur.

Elle s'occupe ensuite des acquits de couleur, des pénalités, et enfin des alambics.

Bien que ce ne soit pas tout à fait l'ordre adopté par la loi, c'est celui que nous suivrons cependant pour la compréhension et la logique plus exacte.

CHAPITRE VI

A QUI S'APPLIQUE-T-ELLE ?

Aux termes de l'article premier du décret du 19 août 1903, elle s'applique aux propriétaires qui :

1° N'ajoutent aux matières premières provenant de leur récolte aucun produit susceptible d'en augmenter la teneur alcoolique ;

2° Et ne reçoivent du dehors aucune quantité de matières premières de la nature de celles qu'ils entendent distiller, à moins qu'ils ne fassent au préalable la déclaration de ces matières et ne s'engagent à les représenter au service jusqu'à l'achèvement des opérations de distillation.

Les propriétaires récoltants ne remplissant pas ces conditions et ceux dont les opérations ont été prévues aux §§ 1 et 4 de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1900, sont soumis aux dispositions du décret du 15 avril 1881 (1).

(1) Voir l'étude de ces dispositions.

CHAPITRE VII

CARACTERISTIQUE DE LA REGLEMENTATION

L'article 18, § 1, de la loi de 1903 est ainsi conçu : « Nul ne peut se livrer à la fabrication ou au repassage des eaux-de-vie, esprits et liquides alcooliques de toute nature sans en avoir au préalable fait la déclaration au bureau de la Régie. »

La loi de 1900 avait en vue d'établir une différence entre le régime des gros et des petits bouilleurs et ne soumettait à la surveillance que ceux dont les opérations avaient un caractère industriel. La nouvelle réglementation a pour principe fondamental l'obligation pour tous les producteurs d'alcool, sans exception, *de déclarer* préalablement leurs fabrications, la nature et la provenance réelle des matières mises en œuvre. La déclaration de fabrication constitue donc la base fondamentale du système. C'est d'après elle que devra être calculée la quantité d'alcool dont le récoltant est rendu provisoirement comptable. Mais comme une telle précision est difficile à déterminer, surtout quand il s'agit de matières pâteuses comme

les lies, ou peu homogènes comme les marcs et les macérations de fruits, l'article 2 du décret de 1903 admet une marge assez large pour parer aux erreurs d'évaluation. Cette réfaction ne peut dépasser (1) :

1/10 pour les vins, piquettes de marcs, cidres et poirés.

2/10 pour les lies, les prunes et les cerises.

3/10 pour les marcs.

Pour les bonis de fabrication, il y a lieu à une prise en charge définitive d'après les résultats de l'inventaire. Les excédents sont saisissables lorsque, comparativement à la prise en charge provisoire, ils dépassent de plus de 5 0/0 la limite de la réfaction admise par la déclaration du rendement minimum présumé.

En cas de déficit, la prise en charge définitive ne doit pas être inférieure à la prise en charge provisoire.

Le deuxième paragraphe de l'article 18 exige que la déclaration indique la nature ainsi que la provenance réelle des produits mis en œuvre ; elle sera complétée au fur et à mesure de l'introduction de nouveaux produits dans la distillerie.

Ce paragraphe a été introduit après l'adoption d'un amendement. Cette disposition a pour but d'empêcher que des vins du Midi ou d'autres régions soient distillés dans les Charentes et que

(1) Circ. 538 du 24 août 1903.

l'eau-de-vie ainsi produite puisse être vendue sous le nom de Cognac.

Au Sénat, M. Monis a demandé si ce dernier paragraphe de l'article 18 s'appliquait aux distilleries professionnelles. Les distillateurs de profession, recevant des matières premières qu'ils ne récoltent pas et qui, par conséquent, sont introduites chez eux sous le titre d'expéditions de la Régie, sont tenus d'aller déposer à la recette buraliste ces titres de mouvement qui portent normalement les indications que l'article 18 leur impose de fournir. Il y aurait de ce fait une sorte de double emploi et l'on demanderait aux distillateurs des déclarations qui, se confondant, pourraient néanmoins donner lieu à deux contraventions distinctes. Il a été bien entendu, et les déclarations du commissaire du Gouvernement ont été très nettes, qu'il ne saurait y avoir là double contravention et que, du reste, le dépôt du titre de mouvement équivaldrait à la déclaration.

Ceci dit, aux termes de l'article 20, § 1^{er} de la loi du 31 mars 1903, la fabrication peut avoir lieu, soit à domicile, soit dans des locaux ou sur des emplacements publics ou privés déclarés à l'Administration. Celle-ci en a conclu que les opérations de distillation doivent avoir lieu soit dans le domicile du récoltant, soit dans un local ou sur un emplacement public ou privé déclaré à la Régie. (Circ. 538 du 24 août 1903.)

Par suite, un loueur ambulant ne peut plus s'installer sur un point quelconque, pour y distiller,

sans autres formalités que la déclaration de fabrication et l'inscription au cahier-journal de l'alcool obtenu avec les produits des bouilleurs de cru. L'Administration estimait que le privilège du bouilleur n'existe que sur le terroir du cru, là où le propriétaire ou fermier possède véritablement la qualité du récoltant (lettre du 19 février 1894). La jurisprudence des tribunaux n'admit pas cette solution. Il fut jugé qu'aucune disposition légale ne restreignant le privilège du bouilleur de cru, au siège même de l'exploitation agricole, le récoltant jouissait, même en dehors du lieu de la récolte, des immunités attachées à ce privilège, s'il distillait pour lui-même le produit de son cru ; que ce privilège est affecté non au domaine où les vins sont récoltés, mais à la récolte elle-même. (Tribunal correctionnel d'Alençon, 5 février 1895 ; Béziers, 23 mars 1897.)

Après le vote de la loi de 1900, de nouveau la question se posa. L'Administration soutint que, du fait, que, pour jouir du privilège, le propriétaire ou fermier doit distiller exclusivement les fruits de sa récolte, il résultait implicitement que le récoltant ne peut jouir du privilège que dans les limites où la loi l'admet à justifier de la provenance des matières premières qu'il met en œuvre ; que propriétaire ou fermier n'étant réputé producteur que dans les limites du canton où il récolte et des communes limitrophes de ce canton, c'est uniquement dans ces limites qu'il doit être réputé bouilleur. (Circ. 469 du 4 décembre 1901.)

Cette interprétation n'a pas prévalu. Il fut jugé que, de ce que la loi de 1900 a expressément fait perdre sa qualité au bouilleur de cru, débitant ou marchand en gros de boissons dans le canton ou les communes limitrophes, il ne s'ensuit pas qu'elle a nécessairement considéré que le bouilleur n'était plus bouilleur de cru et devait être considéré comme bouilleur de profession, hors de ces limites. (Besançon, 4 mars 1903, *Gaz. Pal.*, 19 septembre 1903.)

A la suite de cet arrêt, la Régie a admis cette interprétation. (Note 97 du 10 décembre 1903. — *Bulletin des Contributions Indirectes*, n° 24.)

Cette question de lieu élucidée, voyons comment va procéder le bouilleur. Il peut distiller chez lui, avec un appareil lui appartenant, ou avoir recours à un appareil ambulant.

CHAPITRE VIII

OBLIGATIONS DU BOUILLEUR SE LIVRANT LUI-MEME AUX OPERATIONS DE DISTILLATION

§ 1^{er}

DÉCLARATION

Le décret de 1903 divise cette catégorie de bouilleurs en deux :

- a)* Ceux qui déclarent pour la distillation la totalité des matières premières en leur possession ;
- b)* Ceux qui n'en déclarent qu'une partie.

Le régime est différent pour eux. On conçoit que les obligations des premiers soient différentes et moins strictes. En effet, dans le premier cas, le producteur offre des garanties particulières. S'il fraude, ce ne pourra être qu'en distillant d'autres produits ou des matières provenant de l'extérieur. Dans le second cas, le récoltant devient bouilleur de profession. Dans le premier cas, on se contentera d'exiger la déclaration de fabrication dans les formes prescrites par le décret. Dans le deuxième cas, les obligations sont plus étendues.

Dans tous les cas, la déclaration doit être faite huit jours à l'avance. Ce délai peut être ramené à trois jours quand il y a présomption que le volume d'alcool obtenu ne dépassera pas 100 litres d'alcool pur (1). Dès lors, se trouve abrogé l'article 9, § 4 de la loi de 1900, d'après lequel les bouilleurs de cru distillant exclusivement les produits désignés par la loi du 14 décembre 1875 continuaient à être affranchis de la déclaration, sauf les exceptions de l'article 10 de la même loi.

Cette déclaration doit indiquer :

1° Les numéros sous lesquels ont été poinçonnés les alambics qui doivent être utilisés.

2° L'emplacement de la brûlerie.

3° La date du commencement des travaux et leur durée présumée, ainsi que les heures pendant lesquelles la brûlerie sera chaque jour en activité.

4° Les quantités d'alcool existant déjà en la possession du déclarant.

5° L'espèce des matières premières qui doivent être distillées et le lieu où elles ont été récoltées.

6° Le volume et le rendement minimum par hectolitre pour chaque espèce de matières à distiller ou pour chaque lot de matières de même espèce ayant un degré différent.

Remarquons que le 4° alinéa de cet article contient l'obligation de déclarer les stocks provenant des distillations antérieures, de les soumettre à la

(1) Lettre circulaire n° 83, du 21 septembre 1903.

prise en charge ou d'acquitter les droits ou de justifier d'un paiement antérieur. Cette rétroactivité ne se justifie guère.

Le 6^e alinéa ne mentionne plus la déclaration du poids des marcs exigée par le décret du 23 août 1901. Il est supprimé pour le bouilleur qui a déclaré la totalité des matières premières et qui, dans sa déclaration, demande que le volume et le rendement soient déterminés d'un commun accord.

Les déclarations modificatives concernant la mise en œuvre de nouvelles matières doivent être faites dans le même délai.

Les autres déclarations modificatives peuvent être faites vingt-quatre heures à l'avance.

En ce qui concerne la déclaration du volume des matières premières à distiller, l'article 8, § 1^{er} du décret du 19 août concède aux producteurs une tolérance de 5 0/0 pour les vins, cidres et lies, 10 0/0 pour les prunes ou cerises, 15 0/0 pour les marcs.

Le dernier paragraphe de l'article 2 du décret impose l'obligation de mettre à part les matières déclarées pour la distillation. Si les déclarations comprennent plusieurs lots d'une même espèce de matières ayant une richesse alcoolique différente, ces lots doivent être également séparés les uns des autres.

§ 2

REGISTRE DES MISES EN DISTILLATION

Les bouilleurs sont tenus d'inscrire, au fur et à mesure de leurs opérations, sur un registre 4 C qui leur est remis gratuitement par l'Administration :

1° La nature et la quantité des matières premières versées dans l'alambic avec le numéro, s'il y a lieu, du lot d'où elles proviennent ;

2° La date et l'heure du commencement et de la fin du chargement de l'appareil s'il y en a plusieurs dans la brûlerie.

Si chaque chargement comprend une quantité uniforme de matières, cette quantité est, au début de chaque campagne, constatée par les employés qui, à cet effet, assistent à plusieurs chargements ; acte en est dressé en tête de leur portatif et signé par le bouilleur qui, dès lors, est dispensé d'écrire à son registre, pour chaque chargement, la quantité introduite dans l'appareil.

Lorsque le chargement des appareils est continu, le bouilleur ne fait d'inscription qu'à la fin de chaque journée, à chaque interruption de la distillation et à chaque visite des employés. Chaque inscription comprend l'ensemble des quantités de matières premières soumises à la distillation depuis l'inscription précédente. Si les produits mis en œuvre provenaient de lots différents, une inscription serait faite pour chaque lot.

La circulaire 578 du 30 août 1904 indique quelques prescriptions de détail devant compléter ces indications générales : le registre, coté et paraphé à chacun de ses feuillets, est remis contre récépissé par le chef de service au bouilleur de cru. Les dates, heures et quantités sont sans interruption mentionnées à l'encre et en toutes lettres. Chaque déclaration doit être signée. Le registre est remis au service immédiatement après l'achèvement des travaux ou son épuisement.

Les bouilleurs dont les opérations ne durent pas plus de vingt-quatre heures consécutives, sont admis à consigner au verso de l'ampliation de la déclaration faite à la recette buraliste les inscriptions prescrites et que nous venons d'énumérer. Ils doivent, dans les vingt-quatre heures qui suivent l'achèvement de la fabrication, rapporter cette ampliation à la recette buraliste après avoir signé les inscriptions faites par eux ; il leur en est délivré récépissé.

Les bouilleurs de marcs, cerises ou prunes, en raison des bonis de rendement qui peuvent résulter de leur fabrication, doivent, en outre, inscrire, à la fin de chaque journée de travail, le volume et le degré de l'alcool obtenu.

Sont dispensés de ces formalités, à l'exclusion des bouilleurs de marcs, cerises ou prunes :

1° Les récoltants qui déclarent pour la distillation la totalité des matières en leur possession, sauf les quantités de boissons et de fruits réservées à leur consommation familiale.

2° Les bouilleurs qui ont muni leurs appareils de compteurs vérifiés et agréés par l'Administration ou qui ont adopté un système de distillation en vase clos agréé par l'Administration.

CHAPITRE IX

MODE D'IMPOSITION

Ce sont l'article 19 de la loi du 31 mars 1903 et les articles 7 à 13 du décret du 19 août 1903 qui réglementent la question. L'article 19 pose le principe : le bouilleur de cru a la faculté d'acquitter immédiatement les droits ou de demander l'ouverture d'un compte qui se règle par campagne.

Dans le premier cas, il bénéficie d'une allocation en franchise de 10 0/0 qui ne peut jamais être inférieure à 20 litres d'alcool pur.

Dans le 2^e cas, il jouit de la déduction ordinaire accordée aux entrepositaires pour ouillage, coulage et déchets de magasin indépendamment de l'allocation en franchise de 20 litres pour la campagne de fabrication. Il est seulement procédé chez lui, indépendamment de l'inventaire qui suit la fabrication, à un récolement qui ne pourra avoir lieu qu'au moment de la campagne suivante de distillation.

Au cours des inventaires et récolements de la Régie, le bouilleur de cru pourra toujours se faire assister de deux témoins majeurs qui pourront,

s'ils le jugent utile, signer ses dires au procès-verbal, sans que l'absence de ces témoins puisse faire obstacle à l'action des agents de la Régie.

Le § 3 était primitivement rédigé de la façon suivante : « dans le second cas, les bouilleurs de cru jouissent de la déduction ordinaire accordée aux entrepositaires pour ouillage, coulage ou déchets de magasin sans que pour la campagne pendant laquelle les eaux-de-vie ou esprits ont été fabriqués, cette déduction puisse être inférieure à 20 litres d'alcool pur. » Mais on fait remarquer que cette déduction pouvait se trouver réduite des déchets qui étaient accordés à cette catégorie, et que, par suite, au lieu d'avoir indemnes 20 litres d'alcool pur, le bouilleur n'en aurait que 20 litres, diminués de la quantité correspondante au déchet accordé, qui est de 7 0/0. Ce paragraphe, renvoyé à la Commission, est revenu modifié tel qu'il se comporte actuellement par l'introduction du mot « *indépendamment* ».

Au sujet de l'inventaire qui suit la fabrication, on a demandé si les employés pourraient visiter le domicile privé du bouilleur ou s'ils devaient borner leurs investigations aux locaux de production, chais, caves ou celliers. Le Ministre des Finances a répondu d'une façon assez vague qui ne paraît pas avoir tranché la question. Il semble pourtant que l'article 237 de la loi du 28 avril 1816 reste applicable intégralement.

Quant à la disposition par laquelle deux témoins peuvent accompagner le bouilleur et signer ses

dires au cours du recensement, il nous paraît qu'elle est bien inutile et qu'il n'a pas dû en coûter beaucoup au Gouvernement pour accepter son incorporation dans l'article 19. Les actes inscrits par les employés de la Régie à leurs registres faisaient, en effet, encore à cette époque foi jusqu'à inscription de faux. Par conséquent, les dires des bouilleurs, même certifiés par deux témoins, ne pouvaient leur faire échec.

Ces explications préliminaires et indispensables étant données, nous allons voir comment le décret organise la tenue des comptes et les vérifications des employés.

La déclaration une fois faite, les receveurs buuralistes ou autres dépositaires des registres destinés à recevoir ces déclarations avisent sur-le-champ le chef de service.

Un compte est tenu pour chaque bouilleur à un portatif spécial. Avant le commencement des opérations, on procède à la vérification des matières premières et au descellement de l'alambic. Si le service n'était pas venu dans les trois heures qui suivent celle fixée par le déclarant, celui-ci peut rompre lui-même les scellés, sauf à remettre les plombs au service. (Art. 6 du décret de 1903 sur le régime des alambics.)

La vérification porte sur les matières premières et sur le degré. Les différences en plus ou en moins sur le volume sont ajoutées aux charges ou en sont retranchées. La détermination du degré est chose délicate. Aussi, le bouilleur peut contester.

le rendement minimum assigné par le service à ses matières premières. Des expériences contradictoires doivent alors être effectuées telles qu'elles sont organisées par la loi du 20 juillet 1837. Les résultats accusés par ces expériences sont définitifs et consignés au portatif dans un acte spécial. Si le service n'a pu reconnaître les matières premières, le rendement minimum est calculé sur les données de la déclaration du bouilleur. Quand c'est le service qui a déterminé le volume et le rendement minimum, la reconnaissance fait l'objet au portatif d'un acte qui doit être signé par le bouilleur : cette signature est essentielle.

Au cours des opérations de distillation, les employés de l'Administration ont le droit de faire des vérifications au cours desquelles le bouilleur doit être présent ou représenté. L'article 7 du décret indique que ces visites ne pourront être faites qu'aux jours et heures pendant lesquels le bouilleur a déclaré que la brûlerie serait en activité et dans les locaux où, d'après la déclaration du bouilleur, il existe soit des matières destinées à la distillation, soit des spiritueux ; le tout, comme nous l'avons vu d'ailleurs à propos de l'article 19 de la loi de 1903, sans préjudice de l'application, le cas échéant, de l'article 237 de la loi du 28 avril 1816.

La vérification diffère suivant qu'il s'agit de bouilleurs pour lesquels sont tenus un compte matières premières et un compte de produits fabriqués, ou de bouilleurs pour lesquels il n'est tenu qu'un compte global d'alcool.

1^{er} cas : 2 comptes (article 9 du décret). — Au compte des matières premières, les quantités mises en œuvre et inscrites déjà sur le registre des mises en distillation ou sur l'ampliation de la déclaration, sont portés en décharge. Les excédents sont ajoutés aux charges et saisis, s'il y a lieu. Les manquants ne sont imposables que sous défalcation d'une déduction de 5 0/0 allouée sur les quantités déclarées pour la distillation. Le surplus paie le droit à raison de la quantité d'alcool pur qu'il représente.

Le compte des produits fabriqués est chargé de l'alcool afférent aux quantités de matières premières mises en œuvre, soit sur la base du rendement minimum, soit sur la base du rendement effectif.

Les excédents constatés sont ajoutés aux charges et saisis, s'ils dépassent d'une quotité supérieure à la réfaction et aux 5 0/0 de cette réfaction le rendement minimum, ou bien quand, depuis la dernière vérification, il n'a pas été fait de déclaration de fabrication et que, cependant, on constate un excédent.

Quant aux manquants si, depuis l'ouverture de la campagne, ils dépassent 5 0/0 du rendement minimum, la portion qui excède cette quotité est immédiatement constatée.

2^e cas : un seul compte (article 11 du décret). — S'il est constaté que la quantité d'alcool représentée par les produits fabriqués et par les matières restant à distiller est supérieure à celle qui a déjà

été prise en compte, l'excédent est ajouté aux charges. Il est, en outre, saisi s'il dépasse d'une quantité supérieure à la réfaction et aux 5 0/0 le rendement minimum afférent aux matières premières non représentées ; si pendant des périodes de fabrication, cette même quantité est inférieure de plus de 5 0/0 au rendement minimum assigné aux matières premières non représentées, seule la portion du manquant au-delà de 5 0/0, est immédiatement constatée en compte.

L'inventaire une fois terminé, on procède à la balance du compte. (Art. 10 du décret.)

Aux charges, on inscrit :

- 1° Les stocks antérieurs ;
- 2° Les prises en charge provisoires ;
- 3° Les excédents.

Aux décharges :

- 1° Les quantités sorties en vertu d'expéditions régulières ;
- 2° Les manquants constatés précédemment ;
- 3° Les manquants de l'inventaire actuel.

Ces manquants doivent être immédiatement soumis aux droits, sauf défalcation de l'allocation en franchise de l'article 19.

La balance du compte ainsi établie, le bouilleur peut soit acquitter immédiatement les droits, soit demander l'ouverture d'un compte d'entrepôt.

Dans le premier cas, il lui est accordé, pour tenir lieu des déperditions naturelles ultérieures, une allocation de 10 0/0, sans qu'elle puisse être inférieure à 20 litres d'alcool pur. L'ouverture d'un

compte d'entrepôt n'implique pas le droit, pour les employés, de pénétrer d'une manière permanente au domicile du bouilleur, ni dans les locaux où est l'alcool. Ils ne peuvent plus intervenir que lors du récolement qui a lieu à la clôture de la campagne, au moment de la première déclaration de la campagne nouvelle. La campagne commence au 1^{er} août et se clôture soit au moment du récolement, s'il y a une déclaration de fabrication, ou 14 mois après la première distillation de la campagne.

Le récolement consiste uniquement à déterminer les quantités d'alcool que renferment les spiritueux représentés par le bouilleur. S'il y a un excédent, il est saisi et pris en compte. Si le récolement fait apparaître un manquant, il est immédiatement imposable, après défalcation, de la déduction légale, qui est de 7 0/0 comme nous l'avons vu.

CHAPITRE X

BOUILLEURS DE CRU QUI FONT DISTILLER A DOMICILE AVEC L'APPAREIL D'UN LOUEUR AMBULANT (Art. 13 du décret)

§ 1^{er}

OBLIGATIONS DU BOUILLEUR AMBULANT

Le loueur ambulant doit déclarer à la recette buraliste, au moins 48 heures à l'avance, la mise en circulation de son alambic, le jour où commencera et celui où finira sa mise en circulation, les communes dans lesquelles il doit être conduit.

Dans chaque commune, le loueur doit déclarer au bureau de la Régie, le nom et le domicile des personnes pour le compte desquelles il doit successivement distiller ainsi que la date à laquelle il doit commencer ses travaux chez chacune d'elles.

Le loueur ambulant détient un registre mis gratuitement à sa disposition et sur lequel il inscrit le jour, l'heure et le lieu où commence et s'achève chaque distillation ; les quantités et espèces de ma-

tières mises en œuvre et leur produit à la fin de chaque journée.

L'inobservation de ces prescriptions rend applicables au bouilleur ambulant les pénalités que nous relaterons à propos du régime des alambics.

§ 2

OBLIGATIONS DU BOUILLEUR DE CRU QUI A RECOURS A L'APPAREIL D'UN LOUEUR AMBULANT

Il est tenu à la même déclaration de fabrication que les autres bouilleurs, mais il a la faculté de faire effectuer cette déclaration par le loueur d'alambic qui agit uniquement comme mandataire du récoltant. Le délai de déclaration est de trois jours pour le premier bouilleur de la commune et de deux heures pour les autres bouilleurs chez qui l'appareil est successivement utilisé. Si le loueur a indiqué, au moins trois jours à l'avance, dans la déclaration qui lui est imposée par l'article 33 du décret du 15 avril 1881, la date de son arrivée dans la commune, le délai de deux heures s'applique à tous les bouilleurs de la commune.

Les conditions d'emmagasinement des matières premières sont les mêmes que pour les récoltants qui distillent eux-mêmes avec un appareil leur appartenant. Mêmes règles encore pour l'évaluation du volume et du rendement minimum.

Ils sont tenus de signer le cahier-journal du loueur ambulant, ainsi que l'ampliation remise au

service de la Régie. Cette ampliation sert de base à la prise en charge s'il y a lieu.

En présence de ces garanties, ils sont dispensés de la tenue du registre des mises en distillation imposée à la catégorie précédente des récoltants. Quant aux comptes des matières premières et des produits fabriqués, les mêmes règles s'appliquent que précédemment ; mais, cependant, l'Administration a admis que le compte des matières premières ne soit pas tenu. Il ne le sera qu'en cas d'abus ou d'irrégularités. (Circ. 578, 30 août 1904.)

Quant à la balance des comptes et à la détermination des quantités d'alcool dont les bouilleurs sont comptables, tout se passe comme précédemment.

CHAPITRE XI

BOUILLEURS DE CRU QUI FONT DISTILLER LEURS PRODUITS DANS UN ATELIER PUBLIC DE DISTILLATION

§ 1^{er}

Le paragraphe premier de l'article 20 du décret d'août 1903 dit : « La fabrication peut avoir lieu soit à domicile, soit dans des locaux ou sur des emplacements publics ou privés *déclarés* à l'Administration, qui, dans ce dernier cas, fixe les jours et heures auxquels pourront avoir lieu les opérations. »

Dans le texte primitif, il était dit que les locaux de fabrication devaient être *agréés* par l'Administration. C'est à la suite d'une longue discussion qu'on a substitué au mot « agréés » le mot « déclarés ». Déjà, l'article 47 du décret du 23 août 1901 autorisait les producteurs à faire distiller leurs récoltes dans un local public ou privé agréé par la Régie. L'Administration s'était réservé le droit de fixer les jours et heures de travail. En outre, elle admettait les bouilleurs de cru à ramener chez

eux le produit de la distillation au moyen d'un acquit-à-caution ; ils conservaient le bénéfice de l'allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur et ne payaient le droit que sur le surplus. Le législateur de 1903 a estimé qu'il devait pousser au développement de ces ateliers et il en a inscrit le principe dans la loi. Les ateliers de distillation peuvent être ouverts par des communes, des associations de producteurs ou de loueurs d'alambics ambulants, même de simples particuliers. (Circ. 538 du 24 août 1903.) Il est, d'ailleurs, loisible aux municipalités de désigner dans la commune un ou plusieurs emplacements qui seraient une fois pour toutes affectés aux distillations. Sur ces points, les loueurs ambulants auraient la faculté d'installer leurs appareils, sans avoir à observer d'autres délais que ceux stipulés à l'article 13 du décret d'août 1903. (Lettre autographiée n° 85 du 21 novembre 1903.)

Le décret d'août 1903, dans ses articles 14 et 29, précise les règles qui devront être observées pour la constitution de ces ateliers, les obligations des bouilleurs qui y ont recours et enfin les obligations de l'exploitant.

Les personnes qui, sur un emplacement ou dans un local public ou privé, veulent distiller pour le compte des bouilleurs, sont tenues d'en faire par écrit, au moins huit jours à l'avance, la déclaration au chef local du service des Contributions Indirectes. Cette déclaration, valable pour la durée d'une campagne, doit indiquer la situation exacte

du local ou de l'emplacement, les numéros de poinçonnement des alambics qui seront utilisés, les jours et heures auxquels l'exploitant demande à poinçonnement des alambics qui seront utilisés, les proximative.

Si l'atelier est établi dans des locaux ou sur des emplacements clos, il ne peut avoir aucune communication intérieure avec des locaux non occupés par l'exploitant ou dans lesquels celui-ci exercerait un commerce de boissons ou détiendrait soit des matières susceptibles d'être distillées, soit des liquides fermentés.

L'Administration notifie à l'exploitant, trois jours au moins à l'avance, les jours et heures pendant lesquels la brûlerie pourra être mise en activité. Toute modification doit faire l'objet d'une nouvelle notification dans le même délai.

§ 2

OBLIGATIONS DES BOUILLEURS DE CRU QUI ONT RECOURS A L'ATELIER PUBLIC

Le récoltant doit prendre des acquits-à-caution pour le transport des matières premières de chez lui à la brûlerie et celui des eaux-de-vie fabriquées de l'atelier chez lui. Il doit, en outre, remettre à l'exploitant une déclaration signée indiquant le lieu de récolte des produits soumis à la distillation et la quantité d'alcool qu'il a déjà en sa possession.

Quand la distillation est achevée et que le bouilleur a ramené ses eaux-de-vie chez lui, la décharge des acquits-à-caution a lieu sous les conditions suivantes :

1° Il doit représenter les eaux-de-vie nouvellement fabriquées et celles existant antérieurement.

2° Il doit acquitter immédiatement les droits ou consentir à la prise en charge.

Dans ce cas, il lui est tenu un compte spécial analogue à celui qui est tenu pour le récoltant distillant à domicile. Si la quantité fabriquée ne dépasse pas 20 litres d'alcool pur, s'il n'y a pas de stock antérieur, les acquits sont déchargés purement et simplement.

§ 3

OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT D'ATELIER PUBLIC

Les formalités relatives à la transformation des produits sont exclusivement remplies par l'exploitant de l'atelier. Au fur et à mesure de la réception des matières premières, il inscrit sur un registre *ad hoc* :

- 1° Les nom et adresse du récoltant ;
- 2° Les espèces et quantités de matières ;
- 3° Leur rendement minimum en alcool pur dans les conditions ordinaires ;
- 4° L'analyse des acquits-à-caution ;
- 5° Le lieu de récolte et les stocks existant antérieurement chez les récoltants.

En regard de ces inscriptions, au fur et à mesure de ses opérations, l'exploitant indique :

- 1° Les jour et heure de la mise en distillation ;
- 2° Les quantités versées dans l'alambic ;
- 3° Les résultats de la distillation à la fin de chaque journée ou après l'épuisement du lot de chaque récoltant, si le travail a duré moins d'une journée ;
- 4° L'analyse de l'expédition délivrée pour l'enlèvement de l'alcool obtenu.

L'article 17 du décret prescrit que les matières premières et les eaux-de-vie fabriquées appartenant à chaque récoltant soient logées séparément et étiquetées, de manière à pouvoir être reconnues facilement.

Jamais les matières appartenant à plusieurs récoltants ne peuvent être distillées ensemble.

Les matières premières doivent être distillées dans les huit jours de leur réception et les eaux-de-vie enlevées dans les huit jours de leur fabrication, à défaut de quoi, l'exploitant sera soumis au régime des bouilleurs de profession. L'article 18 rend l'exploitant personnellement responsable des droits exigibles sur les manquants que peut faire apparaître la situation des comptes. En cette qualité, ils peuvent être soumis à la formalité du cautionnement prévu par l'article 6 de la loi du 2 août 1872. (Circ. 578.)

Les exploitants d'ateliers sont soumis aux visites et vérifications et doivent y assister ou s'y faire représenter et fournir la main-d'œuvre.

Il est tenu un compte général représenté tant par les matières apportées par les récoltants que par les produits fabriqués. Le compte peut être arrêté à tout moment. Les recensements portent sur tous les produits existant dans la brûlerie. Les excédents sont ajoutés aux charges et saisis s'il y a lieu. Les manquants sont immédiatement impossibles. Indépendamment de ce compte global et seulement en cas de suspicion de fraude, un compte particulier peut être établi à tout moment pour chaque producteur. Tout se passe comme pour le compte global, mais les excédents et les manquants constatés ont leur répercussion sur ce dernier compte et y sont mentionnés.

CHAPITRE XII

BOUILLEURS DE CRU REUNIS EN ASSOCIATIONS SYNDICALES OU COOPERATIVES DE DISTILLATION

Cette manière est instituée par l'article 22 de la loi de 1903. Cet article est dû à l'initiative parlementaire. Il n'échappe à personne que des associations ou coopératives doivent être préconisées surtout dans les pays où les eaux-de-vie sont destinées à la vente. Cet encouragement à l'association, tout en simplifiant la tâche des employés du fisc, assure aux récoltants une plus grande liberté et leur permet, étant groupés, de trouver plus facilement des débouchés et de réaliser ainsi une augmentation de production.

D'ailleurs, malgré le rétablissement du privilège, cette forme d'association en vue de la production n'a pas disparu, et nous la voyons fonctionner avec quelque succès dans certaines régions. C'est ainsi que le journal de la C. G. V. du 1^{er} février 1909 consacrait un long article à certaines de ces coopératives qui se sont formées dans les pays viticoles, et particulièrement dans l'Hé-

rault et dans l'Aude. Les rapports qu'il publiait font ressortir des bénéfices sérieux au profit des récoltants et mentionnent la bonne entente qui existe entre eux et les employés des Contributions Indirectes. Il s'en est même trouvé qui, afin d'avoir le bénéfice de l'acquit blanc, ont renoncé au privilège du bouilleur de cru et se sont placées sous la surveillance de la Régie.

C'était donc là un mouvement à favoriser et peut-être, dans cette loi si compliquée et d'une application si difficile, est-ce la seule indication qui mérite quelque attention.

Bien que le syndicat et la coopérative procèdent économiquement de principes différents, au point de vue fiscal on n'a pas à en tenir compte, et ils sont soumis aux mêmes règles.

Comme ces associations ne comportent en aucune façon une extension du privilège, il est bien entendu qu'il ne peut être distillé dans les brûleries que des vins, cidres, poirés, mares, lies, cerises; prunes et prunelles provenant de la récolte des membres des syndicats ou coopératives. C'est ce que spécifie fort bien l'article 20 du décret d'août 1903.

L'article 19 indique les formalités à accomplir pour pouvoir fonctionner sous cette forme. Ils doivent fournir, huit jours à l'avance au moins :

1° La justification de la constitution régulière de l'association (elle consiste, pour les syndicats, en la présentation du récépissé délivré par le maire, conformément à la loi de 1884 ; et pour la

coopérative, en la présentation de la copie du contrat de société.)

2° Les statuts ;

3° Une liste de membres indiquant les nom, prénoms et domicile de chacun d'eux, avec la date de son admission ;

4° Un plan intérieur, avec légende, permettant de constater que les locaux satisfont aux prescriptions de l'article 22, § 3 de la loi de 1903, c'est-à-dire aux conditions d'isolement et d'agencement prescrites par le décret du 15 avril 1881, relativement aux établissements des bouilleurs de profession ;

5° Enfin, une copie conforme de la délibération du conseil d'administration ou de direction leur attribuant la qualité de délégué ou de gérant.

Les modifications apportées à l'une quelconque de ces indications doivent être notifiées dans un délai de huit jours à l'Administration.

Ces associations ainsi constituées et agréées par l'Administration, leurs opérations sont placées par le décret sur le même pied que les opérations des bouilleurs de cru distillant chez eux la totalité de leur récolte. Le gérant doit donc faire à la recette ruraliste, huit jours à l'avance, la déclaration de fabrication prescrite comme dans le cas général. Il est dispensé de tenir le registre des mises en distillation, mais il doit tenir un registre analogue à celui de l'exploitant d'atelier public. Il y inscrit, d'une part, les quantités et espèces de matières premières formant l'apport de

chaque producteur, ainsi que leur rendement présumé en alcool et l'analyse des expéditions délivrées pour leur transport d'autre part, les livraisons d'alcool pur faites à chacun des membres avec l'analyse des titres de mouvement délivrés.

Les employés, de leur côté, tiennent un compte des alcools représenté tant par les matières premières que par les produits fabriqués.

Nous avons vu plus haut que le régime est identique pour les associations syndicales et les coopératives. Cependant, une différence de détail est à signaler : dans les brûleries des associations coopératives, les matières premières appartenant à divers adhérents peuvent être mélangées et livrées ensemble à la distillation. Dans celles des syndicats professionnels, ce mélange est interdit.

Ces deux établissements sont comme l'atelier public et dans les mêmes conditions, soumis aux visites et vérifications des employés de la Régie. Les gérants doivent y être présents ou s'y faire représenter et fournir la main-d'œuvre nécessaire.

Les membres des associations ou des syndicats doivent soumissionner un acquit-à-caution pour le transport des matières premières de chez eux à la brûlerie.

Une fois l'alcool produit, deux solutions peuvent se présenter : ou bien, ils laissent l'alcool au siège du syndicat jusqu'au moment de la vente, ou bien ils le ramènent chez eux. Dans le premier cas, ils ne sont plus tenus à rien. Dans le second cas, ils ont le choix entre l'obligation de payer

immédiatement les droits ou de demander l'ouverture d'un compte dans les conditions que nous avons étudiées.

Les membres des syndicats ou associations sont solidairement responsables des droits sur les manquants qui pourraient être constatés. Il peut même être exigé un cautionnement.

CHAPITRE XIII

BOUILLEURS DE CRU DONT LES MOYENS
DE PRODUCTION NE LEUR PERMETTENT
PAS DE FABRIQUER PLUS DE 50 LITRES
D'ALCOOL PUR PAR AN.

§ 1^{er}

Cette catégorie de récoltants fait l'objet de l'article 21 de la loi de 1903, désigné au cours de la discussion de la loi sous le nom d'*Amendement Morlot*. Cet article dispense de toute autre formalité que les déclarations prévues aux articles 12 à 18 ainsi que de toute vérification et prise en charge, les propriétaires, métayers et fermiers qui, après avoir justifié qu'ils ne cultivent pas une superficie plus considérable de vignes, ou un plus grand nombre d'arbres fruitiers à l'état de rapport normal qu'il n'est nécessaire pour la production moyenne de 50 litres d'alcool pur, suivant les usages du pays, distilleront chez eux les vins, cidres, lies, mares, prunes, prunelles et cerises provenant de leurs récoltes. Cet article a pour but

de conserver le privilège à certains bouilleurs en tenant compte non de ce que chacun se propose de distiller, mais de ce que chacun a la possibilité de distiller suivant les régions. Cet article adoucit ce qu'a de trop rigoureux la réglementation imposée par la loi de 1903 ; et le Gouvernement, sous peine de voir échouer sa réforme, fut obligé d'accepter ce terrain d'entente avec les partisans des bouilleurs. Des arrêtés ministériels sont prévus dans cet article pour son application. Ces arrêtés doivent être pris après avis du Conseil général et du Préfet, et sur la proposition du Directeur des Contributions Indirectes.

En règle générale, les circulaires de l'Administration indiquent qu'on devra exclure du recensement les jeunes vignes ou arbres cultivés en pépinières ou trop nouvellement plantés pour être productifs. Pour les vignes, la superficie est envisagée à l'exclusion du nombre de pieds. La distillation des poires et pommes est considérée comme distillation de cidre ou poiré, de même celle des lies de vin est considérée comme distillation de vin. Quant aux marcs, ils peuvent être distillés dans ces conditions, même mélangés de grosses lies qui tombent au fond des fûts ou foudres après filtrage du vin.

Le récoltant a droit d'option entre les matières distillées. Son droit au bénéfice de l'article 21 n'est basé que sur la capacité de production des matières premières qu'il a déclaré vouloir distil-

ler. Il peut distiller en plusieurs fois tant que les quantités et espèces déclarées ne correspondent pas à une production supérieure à 50 litres d'alcool pur. Le droit d'option ne peut s'exercer qu'entre des matières absolument dissemblables.

§ 2

QUI EST APTE A SE RÉCLAMER DE L'ARTICLE 21 ?

D'abord, il faut remplir les conditions générales du bouilleur de cru. De plus, comme ce bouilleur est favorisé eu égard à sa moindre capacité de production, et ainsi que cela résulte d'ailleurs des déclarations du Ministre des Finances à la tribune de la Chambre, à la séance du 20 février 1903, le bouilleur, disons-nous, ne peut, sans tomber sous le régime général, accroître ses moyens de production en recevant chez lui avant ou pendant la fabrication des matières similaires à celles qu'il a déclarées.

La circulaire de l'Administration fait exception à ce principe pour le récoltant qui a sucré une partie de son vin, à condition qu'il distille l'autre partie et qu'il consente à la prise en charge et à la tenue d'un compte spécial pour la partie sucrée. Quant au sucrage en deuxième cuvée, de même que l'Administration, dans sa circulaire 578, admet pour ce récoltant le bénéfice du privilège, de même elle admet pour lui le bénéfice de l'article 21.

Comme les arrêtés ministériels sont établis d'après la productivité des récoltes, on doit considérer le lieu de production et non le lieu de fabrication. Les propriétaires, fermiers et métayers qui veulent revendiquer le bénéfice de l'article 21 doivent le faire dans la déclaration prescrite par l'article 18 de la loi de 1903. Cette déclaration doit être faite huit jours à l'avance et doit indiquer :

1° Pour chaque commune, hameau, quartier ou lieu dit, chaque parcelle où se trouvent des vignes et des arbres, dont les produits sont susceptibles de distillation ; la superficie des vignes et le nombre, par espèces, d'arbres fruitiers qu'elle contient ;

2° La nature des matières qui doivent être livrées à la distillation, le numéro sous lequel a été poinçonné l'alambic qui sera utilisé s'il s'agit d'un appareil autre qu'un alambic ambulant, la date du commencement des travaux.

Inutile de mentionner le rendement minimum et les stocks antérieurs. Enfin, il faut que la distillation ait lieu au domicile du récoltant. Il jouit de la tolérance accordée à tout bouilleur de cru de distiller dehors, à condition qu'il n'emprunte pas la voie publique pour rentrer son eau-de-vie chez lui. Il peut distiller chez un voisin, mais il doit alors se soumettre aux vérifications des employés visant les matières à mettre dans l'alambic. Dans ce cas, pour ramener l'eau-de-vie chez lui, il doit lever un acquit qui est déchargé, après reconnaissance

à l'arrivée, jusqu'à concurrence de 20 litres d'alcool pur et moyennant le paiement ou la garantie des droits pour le surplus. S'il demandait l'ouverture d'un compte pour cette partie de sa production, il est évident qu'il tomberait sous le régime général des bouilleurs de cru.

CHAPITRE XVI

DÉCHARGES JUDICIAIRES OU ADMINISTRATIVES

Pour les décharges judiciaires, nous n'en dirons rien. Elles n'ont rien de particulier aux bouilleurs de cru et les règles qui s'appliquent en cette matière sont les mêmes que celles concernant les marchands en gros.

DÉCHARGES ADMINISTRATIVES

1° *Pertes matérielles*

Quel que soit le régime sous lequel ils sont placés, les bouilleurs de cru peuvent obtenir décharge des matières premières et des spiritueux, dont la perte a été régulièrement constatée par le service (art. 2, § 7 du décret du 19 août 1903 ; circ. 538 du 24 août 1903). Suivant les règles de compétence fixées par arrêté ministériel du 5 octobre 1896 (circ. 194 du 24 décembre 1896), les chefs divisionnaires de l'Administration statuent sur les propositions relatives aux pertes de l'espèce, les-

quelles donnent lieu aux mêmes justifications que celles constatées chez les bouilleurs de profession (circ. du 24 septembre 1903).

2° Déficit de rendement et déchets de fabrication

D'après le paragraphe 6 de l'article 2 du décret du 19 août 1903, la décharge des manquants, qu'ils proviennent de déficits de rendement ou de déchets de fabrication, peut être accordée aux bouilleurs conformément aux prescriptions de cet article. (Circ. 538, 24 août 1903.)

CHAPITRE XV

CIRCULATION DES SPIRITUEUX TRANSPORTÉS PAR LES BOUILLEURS

En principe, ces spiritueux doivent acquitter, en cas de circulation, les droits de consommation, d'entrée, d'octroi. Il en est ainsi, soit quand ils ont déjà acquitté l'impôt avant tout déplacement (circ. 520 du 4 avril 1903), soit quand ils ont bénéficié de la franchise partielle dans le cas de l'article 19 ou de la franchise intégrale de l'article 21.

TRANSPORT DE SPIRITUEUX PAR LES BOUILLEURS DE LA BRULERIE DANS LES MAGASINS OU CAVES

Ils peuvent, à leur gré, ou payer le droit ou se soumettre à l'exercice pour obtenir la gratuité de l'impôt (circ. 506 du 3 octobre 1857, loi du 28 avril 1816, art. 90, § 2 ; circ. 460 du 28 août 1901).

Il a été jugé que le bouilleur de cru doit se munir d'un titre de mouvement pour transporter les produits de sa distillation de la brûlerie dans sa cave, quand ces dépendances, quoique faisant partie du même immeuble, ne sont pas reliées par

une communication intérieure et qu'on ne peut aller de l'une dans l'autre sans emprunter la voie publique. (Besançon, 30 décembre 1891, *Journal des Contributions Indirectes*, 1893, p. 178.)

D'une manière générale, l'Administration admet que le bouilleur de cru qui distille dans sa ferme peut ramener à son domicile les eaux-de-vie qu'il a obtenues, à condition de lever un acquit-à-caution qui, après reconnaissance à l'arrivée, est déchargé purement et simplement jusqu'à concurrence de 20 litres d'alcool pur et, pour le surplus, moyennant le paiement ou la garantie du droit (lettre du 25 novembre 1903 au directeur d'Indre-et-Loire).

CHAPITRE XVI

GARANTIE DE LA PROVENANCE DES SPIRITUEUX

Les articles 23 et 24 de la loi de 1903 s'occupent d'une question importante : celle des acquits blancs ou des acquits roses. Cette question avait déjà été réglementée par la loi du 2 août 1872, article 8. Aux termes de cette loi, tout acquit-à-caution devait porter l'indication des substances avec lesquelles auraient été fabriquées les produits qu'il accompagnerait. L'acquit serait rouge pour les alcools d'industrie, blanc pour les alcools de vin, et bleu pour les alcools de mélanges. Ces prescriptions avaient pour objet de protéger les eaux-de-vie naturelles contre la concurrence des spiritueux composés en grande partie d'alcools d'industrie bonifiés et aromatisés.

Mais la réforme n'a eu aucune efficacité, les moyens de surveillance ayant manqué.

La réglementation du privilège des bouilleurs de cru a paru fournir l'occasion de donner satisfaction aux doléances des intéressés. L'article 23 crée deux sortes de titres de mouvement : des ac-

quits et congés blancs, des acquits et congés rouges.

Les premiers, facultatifs, sont exclusivement réservés :

1° Aux eaux-de-vie et alcools naturels provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes ;

2° Aux rhums et tafias naturels pour lesquels, lors de leur importation, il aura été justifié de leur provenance directe des colonies françaises ;

3° Aux genièvres fabriqués dans les conditions du § 2 de l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, c'est-à-dire aux genièvres qui, dans les établissements spéciaux ne produisant pas de trois-six, sont obtenus par la distillation simple du seigle, du blé, de l'orge et de l'avoine, et sont susceptibles d'être livrés, sans coupage, à la consommation.

Les acquits et congés blancs désignent la substance avec laquelle ont été fabriqués les spiritueux, et à l'acquit est joint un certificat d'origine qui doit être remis au destinataire.

Quant aux congés et acquits rouges, ils sont délivrés pour toutes sortes de spiritueux.

Pour que les expéditions blanches puissent être délivrées par la Régie, il est indispensable que les spiritueux naturels aient été produits sous son contrôle ou que leur authenticité soit garantie par leur provenance même. Les négociants ayant reçu des spiritueux de cette nature et voulant les réexpédier avec l'acquit blanc doivent déposer ces produits dans un local distinct et demander pour eux

l'ouverture d'un compte spécial où ils seront suivis pour leur volume et la quantité d'alcool pur qu'ils représentent. Il leur est interdit, en outre, de les couper avec d'autres spiritueux provenant du compte général, ou de les additionner de substances devant en modifier la composition ou le prix. Ils peuvent seulement en réduire le degré, à condition de faire une déclaration préalable.

Si cette réglementation présente quelques avantages pour le producteur, elle a le défaut d'être bien compliquée pour le négociant, et les craintes que certains ont manifestées, à cette époque, se sont réalisées : on n'use guère de l'acquit blanc.

Mais sous l'empire de la crise viticole qui sévit avec acharnement dans le Midi de la France, cette question de l'authentification des eaux-de-vie naturelles a pris un nouvel essor, et un certain nombre de députés des régions intéressées ont déposé un projet de loi relatif à la matière.

« Il faut, disent-ils, donner une vitalité nouvelle à la production de l'alcool de vin. » De plus en plus, l'alcool d'industrie se confond, devant la consommation, avec l'eau-de-vie naturelle.

Puisque la Commission des fraudes du ministère de l'agriculture n'a pas réservé le nom d'eaux-de-vie aux seuls produits naturels, mais l'a étendu à tout alcool réduit au degré de consommation, il faut défendre ce produit naturel. Pour cela, voici les mesures proposées :

Tous les produits provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs et autres fruits

récoltés en France, seront, quand ils seront destinés à la vente, pris en charge par la Régie. Il sera interdit aux distillateurs d'eaux-de-vie naturelles destinées à la vente de détenir aucune quantité d'alcool industriel. Les produits naturels ainsi pris en charge ne pourront circuler que sous le plomb de la Régie. Les diverses opérations que nécessiteraient ces produits avant leur mise en vente (coupages, additions de tisanes aromatiques d'origine exclusivement naturelle, réduction du degré alcoolique, etc.), ne pourront se faire que sous la surveillance d'un agent de la Régie qui constatera les quantités mises en œuvre, les quantités obtenues, et placera celles-ci sous l'estampille officielle.

Viennent, ensuite, d'autres dispositions n'intéressant pas les bouilleurs de cru, mais seulement les négociants et les débitants.

Que penser de ce projet ? Ne sera-t-il pas inefficace comme l'article 23 que nous venons d'étudier ? Cette réglementation est bien compliquée, beaucoup plus que celle de l'article 23, et comme sous le régime actuel, on peut prévoir que si elle était appliquée, les négociants s'y soustraieraient en n'usant que de spiritueux ordinaires. Et ainsi une fois de plus la réforme manquerait son but.

CHAPITRE XVII

PENALITES

Elles sont toutes contenues dans l'article 26. Il présente deux catégories de contrevenants : les auteurs principaux de la fraude et ceux qui l'ont aidée ou qui ont fourni sciemment les moyens de la commettre. Ils sont tous deux punis des mêmes peines : les peines sont celles de l'article 14 de la loi du 29 décembre 1900.

D'abord le § 4 de l'article 10 de la loi de 1900, le deuxième alinéa de l'article 11 de la même loi et le quatrième § de l'article 16 de la loi de 1903 prononcent des sanctions spéciales en cas d'inobservation de certaines prescriptions formulées par les mêmes articles et que nous avons eu l'occasion d'étudier : c'est la suppression complète, pendant deux campagnes, du privilège pour les bouilleurs convaincus de fraude, et la privation du permis de circulation pendant six mois ou un an pour le bouilleur ambulant.

Indépendamment de ces pénalités spéciales, l'article 24 prévoit des pénalités générales : ce sont celles de l'article 14 de la loi de 1900. Il rend pas-

sibles d'une amende de 500 à 5.000 francs qui pourra être doublée en cas de récidive, de la confiscation des appareils et boissons saisis, ainsi que du remboursement des droits fraudés, les contraventions aux dispositions des articles 12 à 26 de la loi et à celles des règlements d'administration publique rendus par son exécution.

Le troisième § dispose qu'il pourra être fait application par les Tribunaux, en faveur des délinquants, de l'article 463 du Code pénal dans les conditions prévues par l'article 19 de la loi du 29 mars 1897.

Le juge est donc autorisé à modérer seulement les amendes et à libérer les contrevenants de la confiscation par le paiement d'une somme qui ne doit pas être inférieure au montant des droits fraudés, à la condition d'ailleurs que la bonne foi des contrevenants soit dûment établie et que le juge motive expressément sa décision sur ce point. Comme cet article 463 n'est applicable que dans les conditions de l'article 19 de la loi de 1897, il en résulte que les pénalités spéciales des articles 10 et 11 de la loi de 1900 et de l'article 16 de la loi de 1903 ne sont pas susceptibles d'être réduites par les Tribunaux, même en cas de bonne foi constatée (Cassation cr., 19 mars; *Gaz. Pal.*, 1903-1-524).

Seule, l'Administration des Contributions indirectes, en vertu de son droit de transaction, peut en faire remise ou les modérer.

CHAPITRE XVIII

RÉGIME DES ALAMBICS

GÉNÉRALITÉS

Ce sont les articles 12 à 18 de la loi du 31 mars 1903 qui s'en occupent. Ces articles prévoient d'abord la fabrication et la vente, puis la circulation, et enfin la détention de ces appareils.

L'article 12 s'occupe des fabricants et de la tenue du registre de fabrication imposé par l'article 12 de la loi de 1900. Aux termes du § 3 de cet article, tout fabricant ou marchand d'appareils devait, dans les quinze jours de la vente, *déclarer* au bureau de la Régie de sa résidence le nom et le domicile des personnes à qui les livraisons ont été faites. Cette déclaration, qui n'est visée, ni par la loi de 1903, ni par le décret d'août, n'est plus exigée, les livraisons ne pouvant être faites qu'en vertu d'acquits-à-caution. Il n'en est pas de même de la disposition finale du § 3 de l'article 12, qui exige une déclaration pour les cessions faites accidentellement par des particuliers non commer-

çants. Ces derniers n'étant pas tenus d'avoir un registre, en cas de cession, le service ne connaîtrait plus le destinataire. Or, la loi de 1903, loin d'avoir voulu restreindre le contrôle des alambics, l'a étendu, et donc on doit admettre cette solution (circulaire 537 du 24 août 1903). Le fabricant ou marchand d'alambics doit donc tenir un registre sur lequel, en vertu de l'article premier du décret, il mentionnera :

1° La date des fabrications et des réceptions successives, ainsi que la désignation de la nature et de la capacité ou des dimensions des appareils ou portions d'appareils, et, s'il y a lieu, l'indication des mentions contenues dans les acquits-à-caution ayant servi à légitimer leur transport ;

2° La date des livraisons, l'indication des mentions contenues dans les expéditions soumissionnées pour la mise en circulation des appareils et portions d'appareils, ainsi que la nature et la capacité ou la dimension de ces objets.

Quant aux portions d'appareils, pour lesquelles la déclaration est obligatoire, l'Administration les désigne dans sa circulaire 520 du 4 avril 1903 ; ce sont : les chaudières, les chapiteaux, vases, cols de cygne, colonnes, réfrigérants ou serpentins.

La description des appareils doit être complète. Il convient d'exiger qu'elles indiquent toutes les particularités qui constituent les caractéristiques un organe de rectification, etc.), ainsi que la dénomination sous laquelle il figure au catalogue du constructeur. Quant à la détermination de la capa-

citée, elle ne comprend que celle qui est relative à la cucurbité.

Ces indications doivent servir de base à l'ouverture d'un compte spécial à chaque fabricant ou marchand. Les charges comprendront : 1° les déclarations de possession faites en vertu des §§ 1 et 2 de l'article 12 de la loi de 1903 ; 2° les inscriptions consignées sur le registre dont nous venons de parler. Aux sorties figureront les appareils et portions d'appareils inscrits dans la seconde partie de ce registre et enlevés des ateliers ou magasins en vertu d'expéditions régulières.

Aux termes de l'article 2 du décret, les fabricants et marchands d'alambics sont tenus, dès qu'ils en sont requis, d'assister, ou de se faire représenter par un délégué, aux vérifications que le quatrième § de l'article 12 de la loi de 1903 autorise le service à effectuer dans leurs ateliers, magasins ou autres locaux professionnels ; ils doivent, en outre, faciliter ces vérifications et déclarer, par eux-mêmes ou leurs délégués, les quantités et espèces, ainsi que la capacité ou les dimensions des appareils et portions d'appareils qui restent en leur possession.

CHAPITRE XIX

CIRCULATION DES ALAMBICS

§ 1^{er}

L'article 13 de la loi s'occupe des formalités à la circulation des alambics, à l'exception de ceux des loueurs ambulants qui sont régis par l'article 16.

Cet article 13 prévoit l'obligation d'acquets-à-caution pour accompagner les appareils circulant « en tous lieux, à l'exception des propriétés privées ».

Dans le projet primitif, il était dit : « ne peuvent circuler sur la voie publique. » L'Administration a cru devoir substituer à ces mots ceux-ci : « ne peuvent circuler en tous lieux » ; et cela, a dit le Ministre des Finances, « parce que la première rédaction est celle de la législation existante qui ne s'applique pas à Paris. C'est pour qu'il n'y ait pas d'erreur, et que la disposition soit applicable à l'intérieur de Paris, que l'Administration a fait cette substitution ». Mais alors MM. Caillaux et Cochet ont demandé qu'on ajoute au texte ainsi modifié les mots : « en dehors des propriétés pri-

vées », ce qui a été fait afin qu'il soit bien convenu et entendu que les propriétaires peuvent faire librement circuler leurs appareils dans toute l'étendue des propriétés par eux exploitées.

L'article 3 du décret spécifie les diverses indications que doivent présenter les acquits-à-caution délivrés pour légitimer le transport des appareils ou portions d'appareils. Indépendamment des noms et adresses des destinataires, les soumissionnaires ont à déclarer le nombre, la nature et la capacité ou les dimensions des appareils ou portions d'appareils mis en circulation, ainsi que les numéros sous lesquels ils ont été poinçonnés, s'ils ont déjà été soumis à cette formalité.

Ces titres ne seront déchargés qu'après que ces appareils auront été, conformément au § 2 de l'article 3 de la loi du 28 février 1872, reconnus au lieu de destination. Si les objets n'étaient pas représentés, ou s'ils n'étaient pas conformes à la description, ou s'ils n'étaient représentés qu'après le terme fixé par l'acquit, il devrait être dressé procès-verbal judiciaire pour l'application des peines de l'article 16.

En principe, le soumissionnaire devra être considéré comme responsable. Mais s'il arrivait que la non-décharge de l'acquit ne pût lui être imputée, conformément à l'article 13 de la loi du 21 juin 1873 sur les transporteurs de boissons, le deuxième § de l'article 13 de la loi de 1903 admet que l'expéditeur soit mis hors de cause toutes les fois qu'il placera l'Administration en situation d'exer-

cer des poursuites efficaces contre le véritable auteur de la contravention (circulaire 520 du 4 avril 1903).

Des fabricants ont fait valoir que l'obligation de livrer un acquit-à-caution pour chaque transport effectué entre leurs ateliers de fabrication et leurs magasins de vente, leur occasionnait des frais et des pertes de temps.

L'Administration, eu égard à ces considérations, et attendu que la surveillance à exercer sur les appareils est suffisante par suite des garanties résultant de la prise en charge opérée au compte des fabricants, a admis que ces transports soient simplement accompagnés d'un bulletin comportant le paiement d'un droit de timbre de 0 fr. 10. Elle met donc à la disposition des fabricants, contre acquittement préalable du prix des timbres, des registres de laisser-passer numéro 5 *bis*, desquels ils détacheront eux-mêmes des bulletins destinés à légitimer le déplacement effectué dans les conditions ci-dessus. Cette mesure est strictement limitée aux mutations pratiquées dans une même localité.

§ 2

POINÇONNAGE DES APPAREILS ET PORTIONS D'APPAREILS

Aux termes de l'article 14, § 2, de la loi de 1903, tous les appareils à distiller sont soumis à la for-

malité du poinçonnage. L'article 4, § 1, du décret précise le lieu et le moment où cette opération devra être faite.

Les appareils ou portions d'appareils non encore revêtus des marques de la Régie doivent être poinçonnés dès que le destinataire non fabricant ou marchand en a pris possession, c'est-à-dire dès que ce destinataire a fait la déclaration de détention prescrite par l'article 14, § 1, de la loi.

Ainsi donc le poinçonnage a lieu, non pas chez les fabricants ou marchands, mais chez l'acheteur (industriel, récoltant, particulier), destinataire définitif, qui doit utiliser l'appareil ou la portion d'appareil à des opérations de distillation (circulaire 537 du 24 août 1903).

Cette opération est constatée sur un portatif spécial et entraîne la perception du droit de 1 franc fixé par la loi du 29 décembre 1900.

Dans le cas de transformation de l'appareil ou sa réparation, dans les cinq jours qui suivent l'achèvement des travaux, s'ils ont été effectués sur place, le détenteur doit, par une déclaration à la recette buraliste, requérir l'accomplissement de cette formalité. Dans ce cas, il n'y a pas lieu de percevoir le droit.

Quant au fonctionnement du système de poinçonnage, c'est celui qui a été adopté par la circulaire 448 du 14 mai 1901 qui est maintenu.

§ 3

VENTE PUBLIQUE D'ALAMBICS

Les formalités à observer par les officiers ministériels pour procéder à la vente publique des alambics sont de deux sortes :

1° Celles qui visent la détention de ces appareils ;

2° Celles qui concernent leur transport.

Sur le premier point, l'article 14 de la loi du 31 mars 1903 astreint les détenteurs à représenter à toute réquisition du service les appareils en leur possession (voir chapitre XX sur la détention des appareils). Ils ne se trouvent dégagés de cette obligation qu'en cas de cession. Or, en cas de vente forcée, c'est à l'officier ministériel qu'incombe l'obligation de faire la déclaration de cession de l'article 12 de la loi du 29 décembre 1900, et faire connaître dans les quinze jours de la vente le nom et le domicile de la personne qui s'est rendue acquéreur de l'alambic (circulaire 537 de 1903).

Sur le second point, il faut prendre un acquit-à-caution. S'il faut transporter l'appareil du local où il se trouve à l'emplacement où doit avoir lieu la vente, l'officier ministériel doit prendre un acquit-à-caution aux lieu et place du propriétaire.

Cette obligation procède de la jurisprudence de la Cour de cassation, en matière de ventes publi-

ques de boissons après saisies (Cassation, 4 février 1828).

Enfin, si la vente s'effectue sur place ou dans un local spécial, il est du devoir de l'officier ministériel de prévenir l'acquéreur qu'il devra se munir d'un acquit pour transporter l'appareil chez lui.

D'ailleurs, la décharge des acquits-à-caution qui auraient été lésés pour le transport des alambics au lieu de la vente, devrait être subordonnée à la délivrance de nouveaux titres aux adjudicataires (même circulaire).

§ 4

LOCATIONS ET PRÊTS D'ALAMBICS

Quel régime faut-il appliquer : 1° à un industriel qui donne son alambic en location, sans se charger de procéder à la distillation ; 2° à un récoltant qui met accidentellement son appareil à la disposition de son voisin ?

Pour le premier cas, celui de l'industriel, une distinction doit être faite suivant la nature de l'appareil donné en location.

A. — *Alambics ambulants proprement dits*

Ce sont des appareils montés sur roues, disposés pour être conduits de localité en localité. Le loueur, dans ce cas, est soumis aux obligations

des loueurs d'alambics que nous allons retrouver dans le paragraphe suivant.

Notamment, il doit être muni du permis de circulation ; il doit déclarer la date de son arrivée dans chaque commune, avec indication des personnes chez lesquelles l'appareil doit être utilisé, et il doit aussi tenir le cahier-journal. Le législateur ne fait pas de distinction entre celui qui procède et celui qui ne procède pas aux opérations. Il les appelle « loueurs d'alambics ambulants ». Donc ces industriels doivent être soumis aux obligations des loueurs ambulants. Mais, conformément à la circulaire du 4 avril 1903, les appareils ne doivent être mis sous scellés que durant les périodes où les loueurs n'exercent pas d'une manière effective leur profession.

B. — *Alambics non ambulants*

Ce sont ceux qui, par leur nature, leur forme et les conditions dans lesquelles ils sont mis à la disposition des producteurs, ne peuvent être considérés comme des alambics ambulants. Il y a lieu, dans ce cas, d'assimiler le loueur de ces appareils, pour les formalités à remplir, à un marchand d'appareils à distiller. Il doit donc être soumis à la déclaration de tous les appareils en sa possession, à la tenue du registre d'entrées et de sorties, aux visites des employés, etc. La formalité du scellement leur est également imposée. Quant au récoltant qui fera usage de ces appareils, il devra, au préalable, faire une demande de descellement.

C. — *Bouilleur qui prête accidentellement
son alambic*

Il doit lui être fait application de l'article 13 de la loi de 1903 qui prescrit la formalité de l'acquit-à-caution pour tous les alambics mis en circulation. Mais alors celui à qui a été prêté l'appareil est tenu à toutes les formalités de l'article 14, relatif aux détenteurs d'alambics. Ce n'est qu'après le descellement régulier de l'appareil qu'il peut en faire usage.

Quant à la décharge des acquits-à-caution, elle se fait conformément aux principes de l'article 3, § 2, de la loi du 28 février 1872.

§ 5

LOUEUR D'ALAMBICS AMBULANTS

L'article 16 s'occupe des obligations du loueur ambulant. Il laisse subsister les prescriptions du règlement du 15 avril 1885, et y ajoute certaines autres obligations.

L'article 33 du règlement en question astreint le distillateur ambulant, qui exerce son industrie au domicile d'autrui, à ne mettre en circulation ni laisser stationner son appareil sur la voie publique, dans une cour non fermée ou dans un emplacement non clos ne lui appartenant pas, sans que la déclaration en ait été faite à la recette buraliste

48 heures à l'avance, et sans qu'il soit muni d'un permis de circulation détaché d'un registre à souche et revêtu du timbre de la Régie. La déclaration et le permis de circulation doivent indiquer la capacité de l'appareil, le jour où commence et celui où finit la mise en circulation de l'alambic et les communes dans lesquelles il doit être conduit.

Ce permis, aux termes de l'article 34, n'est valable que pour un mois et pour les communes de la circonscription de la recette ruraliste d'où il émane. Mais en cas de passage dans une autre circonscription, il peut être échangé contre un nouveau permis sans conditions de délai. « Ce qui signifie, comme l'a jugé la Cour de Montpellier, le 12 juillet 1902, non que le conducteur est libre de procéder ou non à l'échange, mais que l'échange peut être opéré immédiatement sans l'observation du délai de 48 heures. » (Schaffhauser, *Lois nouvelles*, 1903, première partie, page 217.)

L'article 11 de la loi du 29 décembre 1900 oblige en outre, le loueur d'alambic à consigner sur un cahier-journal, dont la remise lui est faite par la Régie, le jour, l'heure et le lieu où commence et s'achève chacune de ses distillations, les quantités et espèces de matières mises en œuvre par lui, et leurs produits à la fin de chaque journée. Une mention doit être faite sur le cahier-journal dès que le loueur commence une distillation et non seulement quand ses opérations sont terminées (Bourges, 27 novembre 1902 ; *Bulletin des Contributions indi-*

rectes du 20 mars 1903). Ce carnet doit enfin être représenté à toute réquisition des employés.

L'article 16 de la nouvelle loi ajoute encore à ces obligations :

Tout loueur d'alambic est tenu, dès son arrivée dans chaque commune, de déclarer au bureau désigné à cet effet (recette buraliste, ou à défaut débit de tabac, ou encore à la mairie) le nom et le domicile des personnes pour le compte desquelles l'appareil doit être successivement utilisé, ainsi que la date à laquelle il commencera ses opérations pour chacune d'elles. Ces indications pourront être modifiées par des déclarations nouvelles au cas où d'autres récoltants voudraient avoir recours à son appareil. Enfin, obligation est faite au bouilleur de contresigner le résultat des opérations au cahier-journal du bouilleur ambulant.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, une ampliation des inscriptions faites à ce registre, dûment signée par le producteur et par le loueur, est remise à la Régie par ce dernier. Ces obligations sont d'ordre général et s'appliquent à toutes les personnes qui ont recours à l'appareil d'un loueur ambulant, même aux bouilleurs de cru de l'article 21.

De plus, l'article 16, complétant l'article 11 de la loi de 1900, donne pouvoir aux employés de se faire représenter le cahier-journal à tout moment et en tous lieux, soit à son domicile ordinaire ou temporaire, et partout où il se trouve pour l'exercice de sa profession.

Cependant, la circulaire 520 fait remarquer que cette faculté ne va pas jusqu'au droit de pénétrer, la nuit, chez un bouilleur de cru qui distille les produits de sa récolte à l'aide d'un appareil ambulant.

L'inobservation de ces prescriptions engage la responsabilité des bouilleurs qui tombent sous le coup de l'article 26 de la loi de 1903 et des sanctions de l'article 11 de la loi de 1900, c'est-à-dire le retrait du permis et la privation de toute autorisation pendant six mois au moins. Mais si le loueur peut établir que le non-accomplissement de ces formalités est le fait du producteur, il est mis hors de cause, et c'est ce dernier qui encourt les pénalités de l'article 26.

CHAPITRE XX

DÉTENTION DES APPAREILS

§ 1^{er}

Le § 1 de l'article 14 impose aux détenteurs d'appareils l'obligation de faire au bureau de la Régie, dans les cinq jours de l'entrée en possession, une déclaration énonçant la nature et la capacité de ces appareils. C'est la reproduction textuelle du paragraphe correspondant de l'art. 12 de la loi de 1900, avec cette différence que la déclaration devra être faite dans les cinq jours de l'entrée en possession. « Cette correction était indispensable, car il a été jugé qu'en imposant l'obligation de la déclaration « dans le mois de la promulgation de la présente loi », l'article 12 n'avait édicté qu'une disposition transitoire sans effet après le 1^{er} janvier 1901 (Tribunal corr. de Narbonne, 28 février 1902, confirmé par Montpellier, 18 décembre 1902).

Il a été jugé que l'individu qui n'a pas fait, conformément à l'article 12 de la loi du 29 décembre 1900, la déclaration, dans le délai d'un mois à partir de la promulgation de la présente loi, des appareils ou portions d'appareils propres à la distilla-

tion dont il était détenteur, a commis une contravention qui est née au moment même où le délai imparti a expiré (Limoges, 23 février 1905. D. P. 1905-2-205). Mais le délai une fois expiré, le contrevenant n'était plus tenu à faire aucune déclaration. Par suite, en ne faisant aucune déclaration après l'expiration du délai imparti, le contrevenant n'a pu commettre aucune contravention nouvelle. On objecterait vainement que la loi du 31 mars 1903, en imposant, dans son article 14, à tout détenteur d'appareils ou de portions d'appareils l'obligation de faire une déclaration, a constitué le contrevenant en état de nouvelle contravention. Cette loi, en édictant que la déclaration devait être faite dans les cinq jours de l'entrée en possession de l'appareil, indique suffisamment qu'elle dispose pour l'avenir uniquement. Par suite, elle est sans application pour les individus qui détenaient leurs appareils antérieurement au 31 mars 1903, et qui étaient, par conséquent, soumis au seul régime de la loi du 29 décembre 1900 (même arrêt).

Ceux de ces appareils qui n'auront pas été poinçonnés seront soumis à cette formalité, conformément à l'article 12 de la loi de 1900 (circulaire 448 du 14 mai 1901).

§ 2

SCELLEMENT DES ALAMBICS

Cette mesure du scellement est destinée à mettre un terme aux fraudes par distillation, et à

permettre aux employés du contrôle l'emploi de ces appareils.

Donc, tous les détenteurs d'appareils sans distinction (loueurs d'alambics, bouilleurs de cru, liquoristes, simples particuliers), sont tenus de les faire sceller pendant les périodes où ils n'en font pas usage. Aux termes du paragraphe 4 de l'article 6 du décret d'août 1903, les détenteurs qui, possédant des alambics scellés, veulent recouvrer la libre disposition de leurs appareils, sont tenus d'en faire, dans les trois jours, la demande à la recette buraliste. Cette déclaration indiquera le jour et l'heure où le descellement devra avoir lieu et les motifs pour lesquels le service est requis de procéder à cette opération. Si les employés ne sont pas intervenus trois heures après celle fixée par le déclarant, celui-ci pourra rompre lui-même les scellés, sauf à remettre les plombs au service.

L'article 14 de la loi de 1903 dispose que les appareils à distiller devront demeurer scellés pendant tout le temps où il n'en est pas fait régulièrement emploi. De cette règle découle, pour les détenteurs qui ont la libre disposition de leurs appareils, l'obligation de les faire remplacer sous scellés aussitôt qu'ils n'en font plus usage ou dès qu'ont pris fin les causes qui avaient motivé le descellement. La déclaration tendant à faire remettre les appareils sous scellés doit être faite par le détenteur à la recette buraliste. Les détenteurs cessent d'être soumis aux visites de nuit à partir du

jour qui suit celui de la déclaration dont s'agit.
(Circ. 520 du 4 avril 1903, 537 du 24 août 1903.)

§ 3

VÉRIFICATION DES ALAMBICS SCELLÉS OU NON

Le service a le droit de s'assurer que les scellés ne sont pas rompus. Le paragraphe 4 de l'article 14 oblige à cet effet les détenteurs à représenter à toute réquisition des employés les appareils scellés ou non en leur possession. Il stipule, en outre, que les détenteurs sont astreints au contrôle du service dans les conditions déterminées par l'article 8 de la loi du 30 mai 1899 et par les décrets rendus pour son exécution, tant qu'ils ont la libre disposition de leurs appareils. En ce qui concerne les bouilleurs de cru, le contrôle ne devra s'exercer que de jour et seulement dans le local où se trouve l'appareil. Mais il va sans dire qu'un récoltant serait assujetti aux visites de nuit s'il avait la libre disposition de son alambic en dehors de la période où il distille les produits de sa récolte. Il ne ferait plus alors acte de bouilleur de cru et serait astreint, comme tous les détenteurs non récoltants au contrôle général de l'article 14 (circ. 520).

D'ailleurs, tout propriétaire d'alambic, peut échapper à ces visites en déposant son appareil, préalablement scellé, dans un local agréé par l'Administration. On s'est demandé si le dépôt d'une portion de l'appareil ne suffirait pas. Cer-

tains propriétaires ont, en effet, leurs appareils scellés dans le mur et ne pourraient pas jouir de cette faculté. Mais la crainte que ce ne soit là un sujet de fraude a fait écarter cette mesure et il a été bien spécifié que l'appareil devait être déposé en son entier.

§ 4

INTERDICTION DE LA DÉTENTION D'APPAREILS A
L'INTÉRIEUR DE PARIS

Enfin, cet article 14 interdit la détention à l'intérieur de Paris de tous les appareils susceptibles de produire ou de repasser des eaux-de-vie ou esprits. Ce paragraphe complète la loi du 1^{er} mars 1822 qui interdit à Paris la fabrication et la distillation. Seules, les personnes qui justifieront de la nécessité de faire usage d'appareils à distiller pour les besoins de leur profession, pourront être autorisées individuellement à en conserver. Mais ces autorisations sont toujours révocables. Cette prescription est cependant facilement éludable, car ce paragraphe ne parle pas, en effet, des portions d'appareils.

CHAPITRE XXI

EXCEPTION A LA REGLEMENTATION

L'article 15 consacre diverses exceptions aux dispositions de l'article 14. Sur l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures et sur la demande écrite des intéressés, l'Administration déterminera quels sont les détenteurs qui pourront être dispensés du scellement et des visites de nuit. Ce sont :

1° Les détenteurs d'alambics d'essai, c'est-à-dire d'appareils à chargement intermittent, dépourvus de tout organe de rectification ou de rétrogradation dont la capacité n'excède pas un litre (arrêté ministériel du 2 avril 1903).

2° Les établissements scientifiques et d'enseignement pour les appareils destinés à des expériences ;

3° Les pharmaciens diplômés ;

4° Les personnes qui justifient de la nécessité de faire emploi d'appareils de distillation pour des usages déterminés et qui ne mettent en œuvre aucune matière alcoolique (tels que les distillateurs de lavande, les fabricants d'essence de menthe, etc.).

Le bénéfice de cette exception est purement individuel et peut être retiré en cas d'abus.

CHAPITRE XXII

AUTRES APPAREILS ET MOYENS DE PRODUCTION

Jusqu'à la loi de 1900, on n'avait jamais eu en vue que la production de l'alcool par distillation. Mais avec les progrès de la science, on est arrivé à faire la synthèse de l'alcool par l'acétylène, l'éthylène. La loi de 1900 complétée par le décret du 18 janvier 1901 a permis d'atteindre cette production de l'alcool.

L'article 17 de la loi de 1903 rend les dispositions des lois concernant les alambics ainsi que la production de l'alcool par distillation applicables à tous autres appareils et à tous moyens d'obtenir de l'alcool.

CHAPITRE XXIII

MODIFICATIONS A LA LOI DE 1903 ET RÉGIME ACTUEL

Telle est donc cette loi si laborieusement édifiée et si difficilement applicable. On comprend bien qu'elle ne pouvait guère résister aux assauts répétés de ses adversaires. Aussi, n'a-t-elle pas tardé à disparaître, non, toutefois, sans avoir été modifiée considérablement.

La loi de finances du 22 avril 1905 a porté un rude coup à son fonctionnement, et fait présager déjà le sort qui lui sera réservé l'année suivante, en 1906.

Les articles 12, 13 et 14 de la loi de 1905 instituent un régime qui doit permettre au bouilleur de cru de jouir de son privilège, sans être astreint aux visites domiciliaires. Car c'est là le grand reproche que l'on a toujours imputé à toute réglementation : celui de consacrer l'exercice chez les particuliers. Et cet exercice était d'autant plus odieux, en 1903, que la loi de 1900 sur le régime des boissons venait de le supprimer chez les débitants : aussi les bouilleurs n'ont-ils jamais cessé

de diriger leurs attaques contre ce qu'ils ont considéré comme une violation de domicile et la loi de 1905 commence à leur donner satisfaction.

Le régime de cette loi consiste essentiellement en l'établissement dans chaque commune d'un ou plusieurs ateliers publics de distillation dont le principe avait été fixé par la loi de 1903. Ils avaient déjà fait leurs preuves dans beaucoup de départements. Là où ils fonctionnaient déjà, les intérêts du Trésor étaient sauvegardés et la réglementation des bouilleurs n'avait pas soulevé de plaintes trop vives.

D'après cette réglementation, on peut diviser les bouilleurs en trois catégories :

a) Ceux qui ramènent chez eux une quantité d'alcool ne dépassant pas l'allocation en franchise prévue par l'article 19 de la loi de 1903 ou payant au comptant les droits sur l'excédent.

Ils doivent lever un acquit de 0 fr. 10 pour le transport des matières premières de l'atelier à leur domicile.

b) Ceux qui ayant revendiqué le bénéfice de l'article 21 de la loi de 1903 ramènent une quantité supérieure à l'allocation en franchise prévue. Les mêmes formalités leur sont imposées que pour la première catégorie, mais, de plus, ils doivent faire trois jours à l'avance, une déclaration de leur volonté de distiller et de leurs moyens de production.

c) Ceux qui ne bénéficient pas de l'article 21 et ramènent chez eux leur alcool avec le crédit des

droits ; ils sont eux aussi astreints aux mêmes formalités que ceux de la première catégorie ; mais, de plus, ils doivent se soumettre à l'inventaire et au récolement.

Le bouilleur ambulant et le bouilleur de profession qui voudront distiller pour le compte des récoltants restent soumis aux obligations antérieures, mais sont dispensés pour les deux premiers cas d'indiquer les stocks des récoltants et peuvent confondre dans une même chauffe les matières premières appartenant à plusieurs et ne devant donner ensemble qu'une quantité inférieure à 20 litres d'alcool pur.

L'article 13 dispose que les récoltants pourront emmagasiner dans des locaux communs les alcools produits au-delà de l'allocation en franchise. Le gérant sera soumis, sauf la licence, aux obligations des marchands en gros. L'article 15 de la nouvelle loi modifie les dispositions relatives à l'allocation en franchise. Désormais, les vingt litres d'allocation seront attribués définitivement aux bouilleurs de cru, à quelque époque que leurs eaux-de-vie soient consommées.

L'article 16 abroge le deuxième paragraphe de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1900. En conséquence, les bouilleurs aptes à revendiquer le bénéfice de l'article 21 de la loi de 1903 pourront désormais, sans perdre leurs immunités, employer pour la distillation de leurs matières des alambics de toute nature et de toute capacité.

L'article 17 prévoit des arrêtés ministériels dé-

terminant pour chaque département la dimension des arbres de haute tige réputés être à l'état de rapport normal. On n'aura donc plus à désigner comme précédemment le nombre d'arbres dont les produits sont susceptibles de distillation, mais seulement le nombre de ceux qui ont une dimension égale ou supérieure à celle fixée par l'arrêté ministériel.

Quant aux brûleries syndicales ou coopératives, l'article 18 spécifie que les syndicats professionnels ou les associations coopératives pourront présenter à l'agrément de l'Administration deux de leurs membres qui seront solidairement responsables. Ainsi peut disparaître la solidarité de tous les membres de l'association ou du syndicat prévue par la loi de 1903.

CHAPITRE XXIV

PÉRIODE ACTUELLE

(Régime des lois des 27 février et 17 avril 1906).

Voilà donc le régime de la loi de 1903 sérieusement battu en brèche. On pouvait prévoir que là ne s'arrêteraient pas les efforts des défenseurs des bouilleurs. C'était un acheminement à l'affranchissement de la déclaration préalable et de l'exercice qui fut voté par les Chambres le 27 février 1906, en un article unique ainsi conçu : « Les propriétaires distillant les mares, vins, cidres et poirés, prunes, cerises, prunelles et lies, qui proviennent exclusivement de leurs récoltes, sont dispensés de toute déclaration préalable et affranchis de l'exercice à partir du 1^{er} mars 1906. »

Cette disposition replace les bouilleurs de cru dans les conditions où ils se trouvaient avant les lois de 1903 et de 1900, tout en leur conservant le droit que leur accordait la loi de 1903 de distiller les prunelles de leur récolte avec le bénéfice du privilège.

Donc, les articles 18 à 22 de la loi de 1903 sont

abrogés. Restent, seuls, les arrêtés réglementant les alambics.

Les articles 10 et 11 de la loi de finances du 17 avril 1906 viennent compléter les dispositions relatives au nouveau régime.

L'article 10 spécifie que les dispositions des articles 18, 19, 20, 22, 23, 25 et 26 de la loi du 31 mars 1903, ainsi que l'article 12, les 1^{er} et 2^e paragraphes de l'article 13, les articles 14, 15 et 18 de la loi du 22 avril 1905 restent applicables aux bouilleurs de cru qui en feront la demande : c'est-à-dire que la réglementation subsiste entière pour ceux qui veulent bénéficier des acquits blancs délivrés par la Régie pour les spiritueux qui ont été produits sous son contrôle. Les manquants provenant des déchets de fabrication seront exemptés de tous droits et l'allocation familiale de 20 litres leur est accordée annuellement.

L'article 11 étend le privilège en ce sens que le bouilleur qui fait transporter les produits de sa distillation dans sa cave ou son magasin séparé de la brûlerie, est affranchi de tout droit de consommation et de toute prise en charge, à la condition de faire au bureau de la Régie la déclaration préalable de ce transport et de se munir d'un acquit-à-caution.

La loi du 27 février 1906 ayant supprimé toute intervention du service chez le bouilleur, celui-ci ne peut plus produire d'eaux-de-vie susceptibles de bénéficier des titres de mouvement sur papier blanc et comportant le certificat d'origine. Nous

avons vu tout à l'heure qu'on peut conserver cet avantage, en restant soumis à la réglementation antérieure.

Cette loi de 1906 faisait disparaître toute allocation en franchise pour les récoltants qui, ayant fait distiller en dehors de leur domicile, y auraient ramené les produits de leur fabrication. L'article 10, voté sur la proposition du Gouvernement, obvie à cette conséquence en faisant revivre, pour ceux qui en font la demande, les dispositions des lois du 31 mars 1903 et du 22 avril 1905.

Quant aux alambics, ils restent soumis à la réglementation antérieure de 1903. Mais quand le loueur ambulant distille chez un bouilleur, celui-ci n'est plus tenu de contresigner le cahier-journal, ni l'ampliation.

De même les employés ne sauraient prendre texte de la présence du loueur d'alambics pour s'introduire chez un particulier afin de vérifier les indications du cahier-journal, sans avoir, au préalable, rempli les formalités protectrices du domicile.

CHAPITRE XXV

DE L'AVENIR DES BOUILLEURS DE CRU

Comme on a pu s'en rendre compte au cours des explications que nous avons données, la question des bouilleurs de cru est une de celles qui ont le plus passionné l'opinion, et le soin que l'on a mis à rédiger la loi de 1903 et les divers règlements qu'elle prévoyait pour les détails de son application, prouve toute l'importance attachée par le législateur à une réglementation qui devait amener tant de profits pour le Trésor. L'expérience n'a pas réussi, et le grand instigateur de cette réglementation, M. Rouvier, qui avait subi tant d'assauts au cours de la discussion de la loi, lui qui en avait fait si souvent une question de cabinet, qui avait eu à lutter pied à pied et était sorti victorieux de tant de pièges tendus par ses adversaires, parut se désintéresser assez de ce que l'on peut appeler son œuvre, au point de laisser voter les lois de 1906, sans faire aucune opposition que de pure forme.

Il semble bien que les deux expériences de réglementation qui ont été tentées au cours du siècle

dernier et au commencement de celui-ci auront suffi à prouver surabondamment l'inutilité de mesures vexatoires et l'on peut compter que le problème est définitivement résolu, du moins sous cette forme. Car, nous ne devons pas l'ignorer, la question du bouilleur de cru n'est pas morte. Nous n'en voulons pour preuve que les campagnes incessantes, menées de part et d'autre par les partisans ou les adversaires du privilège dans le sens de son extension ou de sa suppression intégrale. Ne lisait-on pas encore, tout dernièrement, dans les journaux, le compte-rendu d'un meeting tenu dans une ville du département du Nord, organisé par les débitants de boissons et au cours duquel fut voté un ordre du jour mettant le Parlement en demeure de voter à bref délai la suppression du privilège ! Et pouvons-nous ignorer les campagnes ardentes menées par les socialistes et par diverses personnalités du monde économique en faveur du monopole de l'alcool ?

D'un autre côté, sous l'influence de la crise viticole, divers projets se sont fait jour, réclamant un encouragement à la distillation des eaux-de-vie naturelles, soit par des primes à la distillation, soit par l'obligation imposée aux liquoristes de fabriquer certaines de leurs liqueurs avec ces eaux-de-vie.

La lutte est donc engagée et déjà nombre de lances ont été rompues dans des meetings, dans des réunions de commissions parlementaires et même à la tribune de la Chambre. Aucune solu-

tion n'a encore été donnée à la question. Comme nous l'avons déjà dit, il est peu probable qu'on renouvelle une fois de plus l'expérience de la réglementation. Restent donc en présence les deux idées extrêmes : monopole de l'alcool ou primes à la distillation. C'est à l'étude succincte de ces deux théories que nous allons consacrer ces derniers chapitres.

CHAPITRE XXVI

DE QUELQUES PROJETS DE MONOPOLE

Nous ne voulons pas nous livrer à une discussion théorique trop étendue du monopole. Nous nous contenterons d'exposer brièvement l'économie des projets les plus importants en ce qui concerne surtout le sort réservé par eux aux bouilleurs de cru et d'examiner les chances qu'ils ont d'aboutir.

Le projet le plus ancien et qui doit toute sa vogue à la notoriété de son auteur, est le projet de M. Alglavé, professeur de science financière à la Faculté de Paris. M. Alglavé n'étant pas parlementaire, fit présenter et soutenir son projet par M. Louis Martin.

Dans ce projet, la fabrication, la rectification et la vente des eaux-de-vie, la préparation et la vente des spiritueux composés, l'emploi des alcools dans les industries annexes, l'importation et l'exportation restent libres. L'Etat se borne à fabriquer et à vendre des spiritueux composés en concurrence avec l'industrie privée et à imposer pour tous les spiritueux certaines conditions de pureté,

ainsi que la vente en bouteilles fiscales d'une forme spéciale. En réalité, on se demande pourquoi ce projet s'intitule « du monopole de l'alcool », puisque tout le monde est libre.

Les distillateurs d'alcool d'industrie continuent à produire comme par le passé ; ils vendent à qui leur plaît, les fabricants de spiritueux composés et le commerce de gros vendent et achètent à qui leur plaît ; les bouilleurs de cru brûlent sans autre obligation qu'une déclaration annuelle des quantités qu'ils ont produites et une taxe sur leurs alambics.

Les détaillants peuvent acheter à l'Etat ou au commerce libre.

Dans ce projet, l'industrie de l'alcool reste libre et devient protégée, l'Etat achetant une partie de son alcool aux grandes distilleries et aux distilleries agricoles. Les bouilleurs de cru n'ont pas de régime particulier. L'Etat leur réservera seulement 1/10^e de ses commandes soit 150.000 hectolitres environ. A ce compte, les 3/4 de la production resteraient entre les mains des producteurs. Ils pourraient les vendre au commerce libre, mais ils paieraient un droit égal au prix de vente total des eaux-de-vie de l'Etat. Ils conservent la liberté de fabriquer et de vendre sans autre obligation que la déclaration annuelle des quantités produites. Et alors se présenteront deux alternatives : ou bien ils vendront leur fabrication au monopole, mais dans ce cas, ils devront avoir mis l'Etat en mesure de surveiller leur fabrication, ou bien, ils

vendront au commerce libre, mais alors, ils devront commencer par soumettre leurs eaux-de-vie au contrôle hygiénique, puis les placer dans les bouteilles fiscales que des agents viendront revêtir des vignettes légales. Ils supporteront d'ailleurs la surcharge d'impôt.

Donc, si le bouilleur de cru veut rester libre, il devra consommer chez lui. C'est donc la disparition à brève échéance des bouilleurs de cru.

Un autre projet de M. Guillemet consiste en un monopole de rectification, de dénaturation et de vente en gros des alcools d'industrie combiné avec une augmentation de l'impôt sur tous les spiritueux, une forte majoration sur les droits de douane et une réglementation assez stricte de la production des eaux-de-vie naturelles. L'Etat se réserve le droit exclusif de vendre au commerce les alcools d'industrie après les avoir rectifiés. La production des eaux-de-vie naturelles, celle des spiritueux composés et des liqueurs, les commerces de gros et de détail restent libres, mais réglementés. Le droit de consommation est porté de 220 à 450 francs environ pour les alcools d'industrie, et 400 francs pour les eaux-de-vie naturelles. La production de ces eaux-de-vie est favorisée par une prime de 50 francs environ ; mais toute la fabrication chez le bouilleur de cru comme dans les distilleries est soumise à une stricte surveillance et le paiement du droit est exigé dès la sortie des usines ou des caves du producteur. Le bouilleur de cru ne conserve plus que la franchise sur 15

litres d'alcool pur. Quant aux grandes eaux-de-vie des Charentes, il est à craindre que par suite des représailles des autres nations, elles se voient rejetées des marchés étrangers, et que les producteurs soient acculés à la ruine. Quant à la distillation des fruits et des récoltes avariées, elle est formellement interdite.

M. Jaurès a aussi présenté un projet de monopole qui fait partie d'un plan de réorganisation économique plus vaste ; son projet, en 13 articles, contient seulement les grandes lignes de la réforme sans entrer dans les détails de son fonctionnement. C'est un monopole de fabrication, de rectification et d'importation.

Il envisage trois modes différents de monopole de façon à s'adapter à des conditions et des nécessités différentes.

1° Rachat des grandes distilleries qui ont produit depuis quelques années plus de 10.000 hectolitres d'alcool pur par an et qui détiennent à elles seules plus des 2/3 de la production. Ce rachat serait effectué conformément à la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. Ce rachat serait financièrement possible par l'inscription au grand livre de la dette publique avec la contre-partie immédiate des bénéfices industriels. Au fond, ce ne serait pas une charge annuelle supérieure à 5 ou 6 millions.

2° Arrivent ensuite les distillateurs professionnels. Ils seront soumis au régime du contingent. L'Etat déterminera tous les ans la quantité de

production assignée à chacune de ces usines, en tenant compte de la production moyenne des exercices antérieurs pour chacune d'elles, et il achètera seul toute leur production. Ce régime a été appliqué en Allemagne à l'industrie sucrière tout le temps que le régime des primes à l'exportation a duré. C'est encore le régime adopté par le Syndicat houiller rhénan-westphalien. Le chiffre d'extraction de chaque mine est déterminé en tenant compte de la production des années antérieures et les propriétaires des mines sont tenus de vendre au comptoir de vente toute leur production, sauf les petites quantités nécessaires pour les besoins de la mine.

Le 3^e mode est celui qui s'applique au petit producteur paysan. Deux formes de monopole : 1^o coopération agricole de distillerie avec subvention de l'Etat qui lui fournira un premier capital d'établissement. Les produits distillés seront achetés par l'Etat et seulement par lui, et les résidus de la production agricole pourront être utilisés pour la production de 500.000 hectolitres d'alcool que le projet leur réserve chaque année. Chaque marque pourra subsister à l'exemple de ce qui se passe dans les fromageries coopératives, où l'apport du lait de chacun est distingué. Rien n'empêche que dans la distillerie coopérative la part de chacun ne soit distinguée.

2^o Enfin, qu'est-ce qui empêcherait l'Etat investi du monopole de se substituer au bouilleur ambulant ? L'agent bouilleur achèterait cet alcool

à un prix ferme, échappant aux fluctuations actuelles qui le font varier de 25 à 50 francs en quelques mois. On pourrait prévoir une augmentation de valeur déterminée par année, quand le bouilleur voudrait le faire vieillir pour l'améliorer.

Enfin, tout bouilleur de cru dont le revenu net n'est pas supérieur à 20.000 francs, et dont la récolte aura été distillée sur place au moins cinq fois de 1890 à 1901, recevra à l'âge de 60 ans une pension de retraite de 100 fr. réversible par moitié sur la veuve. Ceci pour indemniser le bouilleur de cru de l'impossibilité où il sera de consommer la moindre quantité d'alcool en franchise.

Tels sont quelques projets de monopole. Il y en a bien d'autres. Mais nous pensons qu'il suffit d'avoir analysé ceux-ci pour dégager une idée d'ensemble relativement à la question des bouilleurs de cru. Le privilège disparaît complètement. On n'accorde plus que quelques litres pour la consommation familiale, ou même rien du tout. On peut se demander pourquoi certains reculent devant les mesures radicales que comportent les principes dont ils se réclament en tolérant une partie de la consommation en franchise. Pour nous, nous pensons que si le monopole devait aboutir, il faudrait qu'il fût absolu comme celui des tabacs par exemple. Mais aboutira-t-il ? Y a-t-il des considérations de fait, des nécessités financières, économiques, sociales qui puissent amener l'Etat à recourir à cette mesure ? Tour à tour, ces divers

considérations ont été invoquées. Etudions-les brièvement.

D'abord, a-t-on dit, l'Etat ne ferait que continuer une situation qui existe déjà et personne n'ignore que l'industrie de l'alcool est monopolisée en fait par une petite minorité qui fait le marché et demande à la spéculation la compensation de ses pertes. Et on cite les 43 distilleries qui, au cours de la campagne 1906-1907, ont produit le chiffre global de 1.309.398 hectolitres d'alcool pur sur une production de 1.531.398 hectolitres, ce qui représente environ les 7/8 de cette production totale pour cette période. Mais cependant il existe à côté bon nombre de distillateurs et de petits bouilleurs qui augmentent constamment et qui ne semblent pas souffrir beaucoup de cet état de choses. Bien mieux, la grande distillerie, loin de chercher à les écraser, a besoin d'eux et est tout intéressée à leur prospérité. En effet, dans les années de crise, les grandes usines achètent leurs flegmes aux distilleries agricoles pour les rectifier. Le monopole n'existe donc pas en fait et on assiste même depuis quelques années à un heureux essor de la petite distillerie agricole.

Le monopole ne se justifie pas plus par des nécessités fiscales. On fait appel ici à l'autorité de Montesquieu qui traite de *déraisonnable* le prince qui veut mettre sur certaines matières des impôts 17 ou 18 fois plus élevés que la valeur de la matière elle-même. Cette opinion peut être justifiée, mais nous sommes encore loin de la proportion

qu'il indique ; et bien que les droits sur l'alcool soient très élevés, ils n'en représentent pas tout à fait six fois la valeur du produit ! A vrai dire, cet argument n'a qu'une valeur relative, et le gouvernement n'a pas hésité à établir le monopole des tabacs et des allumettes. Toute la question est de savoir si le monopole est indispensable pour assurer la perception des droits sur l'alcool. Nous avons vu que la fraude n'est pas pour une grande part dans le fléchissement de l'impôt sur les boissons. Mais on peut prévoir que si le monopole existait, il pourrait devenir un encouragement à la fraude par le prix plus élevé encore de l'alcool qui ne manquerait pas d'en résulter.

Mais une nécessité plus impérieuse doit nous amener à cette solution. C'est dans le monopole que l'on trouvera les ressources nécessaires permettant de voter et d'appliquer intégralement les réformes sociales qui s'imposent. Et on estime à 200 millions le rendement supplémentaire devant résulter du monopole. Mais qui supportera cette augmentation ? On peut prévoir deux hypothèses. Ou une augmentation de taxe, la consommation restant la même ; ou une augmentation de consommation, avec la même taxe. Dans le premier cas, l'augmentation sera à coup sûr supportée par le consommateur. Pense-t-on qu'il acceptera de gaieté de cœur une pareille charge dans son budget, et ne se tournera-t-il pas vers des boissons alcooliques non monopolisées, moins chères et meilleures pour sa santé, comme le vin, le cidre, etc. ? Et la consom-

mation diminuera. Quant à croire que, sans changer la taxe, la consommation augmentera, c'est vouloir prêter à l'alcool de monopole des vertus spéciales auxquelles il nous est difficile de croire ! D'ailleurs, le fait serait piquant pour un Etat d'attendre ses revenus de l'abus d'une consommation, au premier chef pernicieuse et dégradante !

Depuis quelques années, sous l'influence de diverses causes économiques, cette question du monopole s'est présentée à l'esprit de bon nombre de personnalités économiques, comme une nécessité pour défendre l'agriculture nationale menacée. C'est l'entrée en ligne de l'alcool synthétique, d'un côté, et la crise viticole, de l'autre, qui ont donné au monopole un regain d'actualité. L'arrivée sur le marché de l'alcool chimique provoquera la ruine des producteurs d'alcool ; et il est nécessaire que l'Etat protège cette industrie comme il l'a fait autrefois pour le sucre lors de l'apparition de la saccharine. Le remède à la situation sera le monopole de l'alcool.

L'alcool chimique n'étant pas encore sorti des laboratoires, on peut s'en désintéresser pour le moment, et la nécessité du monopole perd de son acuité.

Quant à la crise viticole, on pense généralement qu'elle pourrait être résolue si les viticulteurs trouvaient dans la distillation de leurs vins une soupape leur permettant d'écouler par ce chemin une part de leur trop-plein. Pour que le monopole fût efficace, il y aurait deux solutions possibles :

ou bien l'Etat encourageant la formation des distilleries syndicales, réserverait une partie de ses achats à leurs produits ; c'est une partie de l'économie du projet de M. Jaurès ; ou bien, on atteindrait ce résultat au moyen de différenciation dans les prix d'achat, c'est-à-dire au moyen de primes ou de détaxes déguisées. Mais des primes directes ou des détaxes différentielles ne produiraient-elles pas le même résultat en assurant une plus grande égalité devant l'impôt en obviant aux inconvénients inhérents à tout monopole ?

C'est la question que l'on se pose depuis quelque temps et, comme de juste, elle a eu son écho au Parlement. Elle est connue sous le nom de question « des primes à la distillation » et a fait l'objet d'un rapport présenté par M. Augé, député de l'Hérault. C'est à l'étude de cette question que nous allons consacrer notre dernier chapitre.

CHAPITRE XXVII

PRIMES A LA DISTILLATION

Après avoir fait un exposé de la situation des populations viticoles, M. Augé se demande si un remède ne peut pas être apporté à cette situation malheureuse. Oui, répond-il, et cela sans porter atteinte aux intérêts de personne, sans grever le budget de l'Etat. Il pose en principe que la quantité des vins qui sera en excédent sur les quantités nécessaires à la consommation pourra être distillée. Mais, dans les pays où la production est abondante, la distillation offre souvent aux vendeurs des prix dérisoires qu'on peut fixer à 0 fr. 50 ou 0 fr. 40 par degré hectolitre, quelquefois moins. Il faut donc encourager le viticulteur par un intérêt tangible à diriger une partie de son produit vers la distillerie. Le vigneron sélectionnera alors dans sa cave les vins les moins bons qui lui offrent le moins de sécurité et il les distillera.

Les auteurs de la proposition de loi proposent qu'une somme de 0 fr. 50 par degré hectolitre soit allouée aux viticulteurs qui distilleront leur vin. Cela ferait, pour un vin de 8°, une allocation de

4 francs par hectolitre, et pour un vin de 9°, une allocation de 4 fr. 50.

M. Augé proteste contre l'objection de théoriciens ignorants du coût de production des vins, qui vont jusqu'à prétendre que cette allocation serait un encouragement à la culture intensive de la vigne, à la production des petits et des mauvais vins. Il prend l'exemple d'un vin obtenu par la culture intensive dont nous venons de parler. Supposons qu'elle nous donne un produit surabondant, mais de faible degré forcément ; supposons un vin de 5°. La distillerie payant en moyenne 0 fr. 40 le degré-hectolitre, le vigneron retirerait de ce fait au plus une première

somme de	2 fr. par hecto
L'allocation de 0 fr. 50 par degré	
lui ferait recouvrer une deu-	
xième somme de	2 fr. 50

Il retirerait de la vente de son
vin la somme totale de 4 fr. 50

Il n'apparaît pas que, dans ces conditions, la tentation vienne à personne de cultiver la vigne pour se créer des rentes ! Le taux de 0 fr. 50 ne paraît donc pas devoir encourager aucune production défectueuse ou artificielle, et il apparaît suffisant pour permettre au producteur de se débarrasser de la partie inférieure de sa récolte à un prix de revient qui couvrirait à peu près toutes ses charges et tous ses frais d'exploitation.

Mais les ressources pour cela, où les trouvera-t-

on ? Les exigences du budget sont là. On ne peut faire appel à lui. Aussi bien la réforme proposée a-t-elle prévu l'objection : « C'est le vin qui paiera la rançon du vin. » Il suffira d'une surtaxe de 1 franc par hectolitre à la circulation pour permettre de payer l'allocation servie aux vins allant à la distillation. M. Augé estime que la distillation de 10 millions d'hectolitres par an, en moyenne, suffirait à nous débarrasser des stocks qui surchargent le marché des vins. En admettant que la moyenne des vins qui se distilleraient titrassent 9°, l'allocation par hectolitre de vin serait de 4 fr. 50. Pour 10 millions d'hectolitres, il faudrait une somme de 45 millions.

D'un autre côté, la consommation taxée du vin est de 45 millions d'hectolitres environ. Ainsi s'établirait la compensation. On ne peut pas l'accuser de vouloir relever la taxe des vins ; qu'est-ce, en effet, qu'une surtaxe de 1 centime par litre ? Enfin, il prévoit la diminution ou l'augmentation de la taxe, suivant les besoins de la distillation : ce qui laisse bien entendre que la taxe disparaîtra avec la cessation de la distillation. En passant, il fait remarquer que le texte proposé est pour ainsi dire le mot à mot de l'article 59 de la loi de finances de 1901, présenté par le Gouvernement et voté à la demande des producteurs du Nord.

Que deviennent dans tout cela les bouilleurs de cru avec le privilège ?

Seuls, les bénéficiaires de l'allocation verraient leur alcool pris en charge. Resterait bouilleur de

cru qui voudrait, cesserait de l'être qui le voudrait aussi. Cela est vrai en théorie, mais, comme le bouilleur de cru dans les pays viticoles ne brûle que du vin, il serait obligé d'en passer par la prise en charge. Mais cela ne serait encore que demi-mal, puisqu'il en retirerait un sérieux avantage : celui de toucher l'allocation.

Quoi qu'il en soit, ce rapport, présenté à la Commission des boissons, n'a pas été adopté, et il nous semble que c'est avec juste raison. Nous ne contesterons pas que cette allocation n'offre une prime à la production des mauvais vins. Mais on pouvait prévoir un effondrement complet du cours des alcools au cas où le projet aurait passé. En effet, malgré la tendance dont parle M. Augé, par laquelle dans l'industrie automobile on substitue le moteur à alcool au moteur à pétrole, il nous paraît que cette tendance n'est pas assez marquée pour que la surabondance de l'alcool produit dans ces conditions pût trouver un écoulement dans ces usages industriels. Il faudrait pour cela que le résultat fût atteint par un correctif au projet Augé, et ce correctif existe dans une proposition de M. Gauthier, sénateur de l'Aude.

Pour que la distillation des vins puisse se développer, il faut avant tout donner à ceux qui distillent la possibilité d'écouler leurs produits. Les frais de production de l'alcool naturel sont trop élevés pour soutenir la concurrence des alcools d'industrie.

On s'est demandé s'il ne conviendrait pas de faire aux alcools de vin une place à part en leur réservant spécialement certains débouchés qui seraient fermés à leurs concurrents. L'article unique de cette proposition est ainsi conçu : « Les absinthes, bitters et amers et similaires, les vins mutés ou vinés, les mistelles, vins de liqueur ou d'imitation, vermouths et similaires et tous les vins en général recevant une addition quelconque d'alcool, ne pourront être fabriqués qu'avec des eaux-de-vie, esprits ou alcools provenant de la distillation des vins et sous le contrôle de l'Administration des Contributions Indirectes, dans les conditions déterminées par un décret. »

Ce serait là évidemment une extension considérable donnée à la production des eaux-de-vie naturelles, mais on conçoit que l'Administration des Contributions Indirectes devant contrôler la provenance des alcools employés dans ces préparations, il lui faudrait exercer une surveillance très grande de la production, et il lui serait indispensable de revenir à une réglementation étroite du privilège.

CONCLUSION

Ainsi de tous côtés on aboutit à une réglementation stricte du privilège des bouilleurs de cru. Le projet de M. Augé corrigé par le projet de M. Gauthier ne nous paraît pas devoir atteindre le but qu'il vise et un Gouvernement ne prendra jamais sur lui de léser les intérêts d'une partie de la nation en proscrivant les produits de certaines fabrications. Les producteurs d'alcool industriel ne trouvant pas de débouchés subiraient une crise qu'ils n'auraient certainement pas méritée et qui jetterait le trouble dans la vie économique du pays. On est bien assez à temps à supporter ces crises quand ce sont les conditions économiques elles-mêmes qui les créent avant que l'Etat s'en mêle à son tour. Et alors, il nous semble que, malgré tout ce que nous venons de dire du monopole, c'est encore lui qui nous satisferait le mieux en lésant le moins les intérêts opposés des citoyens. Nous ne pouvons terminer cette étude sans rappeler les conclusions de M. Alglave à ce sujet.

Pour lui, au point de vue fiscal, le monopole de l'alcool repose sur une nouvelle théorie des impôts indirects : la théorie des substances vicieuses. Jus-

qu'à lui, on dirigeait contre les impôts indirects un dilemme qui paraissait invincible : Ou bien, disait-on, ces impôts frappent les consommations de luxe et alors ils sont improductifs à cause de l'étroitesse de leur base ; ou bien ils frappent des consommations nécessaires, et alors, ils sont productifs, mais ils deviennent odieux par leur injustice évidente à l'égard des pauvres.

M. Alglave répond en signalant une troisième catégorie de substances : les excitants du système nerveux dont la consommation est non seulement inutile, mais nuisible : l'opium, le haschich, l'alcool et le tabac. Ce sont des consommations vicieuses qu'on peut frapper lourdement sans exciter aucune plainte légitime, car chacun peut s'en passer. Et cependant, on est sûr d'un gros rendement, car l'homme satisfait ses vices avant de satisfaire ses besoins. Mais pour les frapper lourdement, il faut recourir au monopole, car alors le chiffre de l'impôt dépasse sensiblement la valeur du produit et peut devenir sept ou huit fois plus grande.

BIBLIOGRAPHIE

JAUDON. — De la condition des bouilleurs de cru.
Thèse 1903.

LEROY-BEAULIEU. — Science des finances.

BONCOURT et JÈZE. — Science des finances.

Bulletin de statistique et de législation comparée,
années 1903 à 1908.

VIROULAUD. — Privilège des bouilleurs de cru.
Thèse 1904.

BIZET. — Monopole de l'alcool. Thèse 1904.

IDART. — Les bouilleurs de cru. Thèse 1904.

FRANCK. — Monopole de l'alcool. Thèse 1904.

TAQUET (Paul). — Monopole de l'alcool.

DROZ. — Etude sur le monopole de l'alcool (*Revue politique et parlementaire*, 5 septembre 1895).

ASTIER. — Etude sur le monopole de l'alcool (*Revue politique et parlementaire*, 10 mars 1903).

DALLOZ. — Code annoté.
— Recueil périodique.

SCHAFFHAUSER. — Lois nouvelles, 1903 et 1905.

Bulletin des Contributions Indirectes.

Journal des Contributions Indirectes.

Circulaires de l'Administration des Contributions
Indirectes.

Journal officiel, année 1903, du 10 au 28 février.

Montpellier, le 2 Juin 1909
Vu, le Doyen de la Faculté de Droit,
VIGIE.

Montpellier, le 2 Juin 1909
Vu, le président de la thèse,
M. MOYE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 3 Juin 1909.
Le Recteur.
Ant. BENOIST

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Intérêt de la question des bouil- leurs de cru	5
<i>Section Première.</i> — Au point de vue du bouil- leur.	5
§ 1 ^{er} . — Est-ce un droit ou un privilège ?	5
§ 2. — Egalité devant l'impôt	10
<i>Section II.</i> — Point de vue fiscal	13
CHAPITRE II. — Qui est bouilleur de cru ?	19
§ 1 ^{er} . — Eléments constitutifs de la qualité de bouilleur de cru	19
§ 2. — Matières provenant de la récolte du bouilleur	21
§ 3. — Qualité de propriétaire ou de fer- mier	23
CHAPITRE III. — Caractère et étendue du privilège	28
CHAPITRE IV. — Producteurs qui jouissent ou non du privilège	31
§ 1 ^{er} . — Profession de débitant ou marchand en gros de spiritueux	33
§ 2. — Enlèvement des spiritueux sans expé- dition ou avec une expédition inapplica- ble	34
§ 3. — Usage d'appareils susceptibles de produire de grandes quantités d'alcool	35
CHAPITRE V. — Loi de 1903	40
CHAPITRE VI. — A qui s'applique-t-elle ?	43

	Pages
CHAPITRE VII. — Caractéristique de la réglementation.	44
CHAPITRE VIII. — Obligations du bouilleur se livrant lui-même aux opérations de distillation.	49
§ 1 ^{er} . — Déclaration	49
§ 2. — Registre des mises en distillation.	52
CHAPITRE IX. — Mode d'imposition	55
CHAPITRE X. — Bouilleurs de cru qui font distiller à domicile avec l'appareil d'un loueur ambulant	62
§ 1 ^{er} . — Obligations du loueur ambulant	62
§ 2. — Obligations du bouilleur de cru	63
CHAPITRE XI. — § 1 ^{er} . — Bouilleurs de cru qui font distiller leurs produits dans un atelier public de distillation	65
§ 2. — Obligations du bouilleur qui y a recours.	67
§ 3. — Obligations de l'exploitant de l'atelier public	68
CHAPITRE XII. — Bouilleurs réunis en associations syndicales ou en coopératives de distillation	74
CHAPITRE XIII. — § 1 ^{er} . — Bouilleurs de cru dont les moyens de production ne leur permettent pas de fabriquer plus de cinquante litres d'alcool pur par an.	76
§ II. — Qui est apte à se réclamer de l'article 21 ?	78
CHAPITRE XIV. — Décharges judiciaires ou administratives.	81
CHAPITRE XV. — Circulation des spiritueux transportés par les bouilleurs	83
CHAPITRE XVI. — Garantie de la provenance des spiritueux	85

	Pages
CHAPITRE XVII. — Pénalités	89
CHAPITRE XVIII. — Régime des alambics. — Généralités	91
CHAPITRE XIX. — § 1 ^{er} . — Circulation des alambics	94
§ 2. — Poinçonnages des appareils ou portions d'appareils.	96
§ 3. — Vente publique d'alambics.	98
§ 4. — Location et prêt d'alambics	99
§ 5. — Loueur d'alambic ambulant	101
CHAPITRE XX. — § 1 ^{er} . — Détention d'alambics	105
§ 2. — Scellement et descellement d'alambics	106
§ 3. — Vérification des alambics scellés ou non	108
§ 4. — Interdiction de la détention d'appareils à l'intérieur de Paris.	109
CHAPITRE XXI. — Exception à la réglementation	110
CHAPITRE XXII. — Autres appareils et moyens de production	111
CHAPITRE XXIII. — Modification à la loi de 1903	112
CHAPITRE XXIV. — Période actuelle (Régime des lois des 27 février et 17 avril 1906).	116
CHAPITRE XXV. — De l'avenir des bouilleurs de cru.	119
CHAPITRE XXVI. — De quelques projets de monopole.	122
CHAPITRE XXVII. — Prime à la distillation	132
CONCLUSION	137
BIBLIOGRAPHIE	139

